

E 5683

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 8 octobre 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 8 octobre 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Virement de crédits n° DEC 53/2010 - Section III - Commission -
Exercice 2010**



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 1er octobre 2010 (05.10)
(OR. en)**

14278/10

FIN 426

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Monsieur Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception: 1^{er} octobre 2010
Destinataire: Monsieur Melchior WATHELET, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet: Virement de crédits n° DEC 53/2010 - Section III - Commission -
Exercice 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC53/2010.

p.j.: DEC53/2010



BRUXELLES, LE 29/09/2010

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15,
16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 29, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 53/2010

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Introduction

Après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement d'ici à la fin de l'exercice, la Commission établit chaque année une proposition de «virement global» destiné à permettre le rééquilibrage des crédits de paiement pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

Traditionnellement, le virement global ne prend en considération **que les crédits de paiement**. La présente proposition de virement global pour 2010 porte sur des crédits de paiement relevant de la plupart des rubriques du cadre financier pluriannuel, pour un montant total d'environ **1 792 millions d'EUR**. En termes absolus, la plus grande augmentation est en faveur de la politique de cohésion (1 125 millions d'EUR au total pour le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion), tandis que la diminution la plus importante concerne le développement rural (1 160 millions d'EUR).

Cette proposition de virement global, qui a été établie en étroite collaboration avec les directions générales concernées, vise à répondre aux besoins complémentaires en crédits de paiement de programmes et d'actions dont la mise en œuvre a été plus rapide que prévu, au moyen des crédits disponibles sur des lignes pour lesquelles on prévoit une sous-exécution d'ici à la fin de l'exercice.

Les virements proposés en vue d'un **renforcement** portent sur les rubriques suivantes du cadre financier pluriannuel:

• Rubrique 1a:	Compétitivité	277,3 millions d'EUR
• Rubrique 1b:	Cohésion	1 125,0 millions d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	84,0 millions d'EUR
• Rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	3,2 millions d'EUR
• Rubrique 3b:	Citoyenneté	17,0 millions d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	285,5 millions d'EUR

Les virements proposés en vue d'un **prélèvement** concernent les rubriques suivantes:

• Rubrique 1a:	Compétitivité	247,1 millions d'EUR
• Rubrique 2:	Ressources naturelles	1 200,6 millions d'EUR
• Rubrique 3a:	Liberté, sécurité et justice	27,1 millions d'EUR
• Rubrique 3b:	Citoyenneté	31,8 millions d'EUR
• Rubrique 4:	L'UE acteur mondial	285,5 millions d'EUR

Au total, 95 lignes budgétaires sont concernées (51 pour les renforcements et 44 pour les prélèvements) contre 79 lignes (31 pour les renforcements et 48 pour les prélèvements) dans le virement global présenté à la fin de 2009.

2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les renforcements proposés sont résumés dans la présente section, avec la mention des crédits disponibles pour compenser ces renforcements. En premier lieu, l'équilibrage est effectué au sein de chaque rubrique du cadre financier pluriannuel. L'excédent de crédits de paiement dans les rubriques 2 (- 1 116,6 millions d'EUR), 3a (- 23,9 millions d'EUR) et 3b (- 14,8 millions d'EUR) est absorbé par les besoins de renforcement dans les rubriques 1a (+ 30,3 millions d'EUR) et 1b (1 125 millions d'EUR).

2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé un renforcement pour **51 lignes budgétaires**. Les principales lignes (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR) concernées, ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 70 millions d'EUR pour la ligne 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération). L'état d'avancement de la mise en œuvre des opérations relatives au sixième appel du 7^e PC pour le volet TIC du programme Coopération permettra à la Commission de commencer les versements de préfinancements avant la fin de 2010. Les crédits supplémentaires demandés sont donc nécessaires pour assurer qu'au moins 37 versements de préfinancements relevant de ce sixième appel puissent être autorisés par la Commission.
- + 46,8 millions d'EUR pour la ligne 08 21 01 Euratom - Fission nucléaire et radioprotection. La nouvelle estimation prend en considération l'état d'avancement des projets de recherche signés entre 2007 et 2009 (pour les appels à propositions FP7-Fission-2007 et FP7-Fission-2008), les rapports financiers présentés à ce stade de l'année pour ces projets ainsi que l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation de l'appel à propositions FP7-Fission-2010, permettant ainsi de réduire le délai de contractualisation.
- + 25,9 millions d'EUR pour l'article 08 11 01 Personnes. L'augmentation proposée permettra la signature d'une proportion plus élevée de subventions et, ensuite, de préfinancements en 2010.
- + 22,3 millions d'EUR pour la ligne Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME) (article 08 13 01 du budget). Comme dans le cas du programme Personnes (08 11 01), l'augmentation proposée pour cet article permettra la signature d'une proportion plus élevée de subventions et, ensuite, de préfinancements en 2010.
- +20 millions d'EUR pour la ligne 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines. La nouvelle estimation tient compte de l'état d'avancement favorable de 94 projets de recherche signés entre 2007 et 2009 ainsi que de l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation des appels à propositions 2010, permettant ainsi de réduire le délai de contractualisation.
- + 20 millions d'EUR pour la ligne 08 06 01 Coopération - Environnement (y compris le changement climatique). Les mesures prises afin de réduire le délai d'engagement ont permis de lancer plus tôt que prévu l'appel à propositions principal FP7-ENV-2010 et d'accélérer les négociations pour l'ensemble des appels à propositions 2010.
- + 15 millions d'EUR pour la ligne 09 04 03 Achèvement des programmes-cadres antérieurs de la Communauté européenne (antérieurs à 2007). Les déclarations de coûts relatives au 6^e PC que la Commission a reçues et enregistrées ont été analysées pour déterminer quels paiements seront dus avant la fin d'année. Sur cette base, pour des factures en attente représentant un montant total de 61 millions d'EUR, on estime qu'une augmentation des crédits de paiement sera nécessaire pour régler 66 factures.

- + 13,5 millions d'EUR pour la ligne 09 05 01 Capacités – Infrastructures de recherche. Les crédits supplémentaires demandés doivent servir au paiement intermédiaire pour le projet GÉANT, le réseau de données paneuropéen destiné à la communauté de la recherche et de l'enseignement.
- + 12 millions d'EUR pour l'article 08 15 01 Capacités - Potentiel de recherche. La nouvelle estimation des besoins en crédits de paiements prend en compte l'accélération des procédures d'évaluation et de négociation de l'appel à propositions 2010. Les crédits supplémentaires sont nécessaires pour couvrir le préfinancement.
- + 11,7 millions d'EUR pour la ligne 02 02 01 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise. Le budget 2009 a enregistré pour cette ligne une sous-exécution résultant du retard considérable avec lequel les rapports intermédiaires ont été présentés par les bénéficiaires de l'«Enterprise Europe Network», ce qui a nécessité de reporter à 2010 des paiements prévus en 2009. Le retard a maintenant été rattrapé et la présente demande d'augmentation est destinée à compenser les paiements prévus en 2009 effectués en 2010, tout en permettant de procéder aux autres paiements pour 2010 selon le calendrier prévu.

2.1.2 Rubrique 1b - Cohésion pour la croissance et l'emploi

- + 625 millions d'EUR pour le Fonds européen de développement régional (FEDER) - Convergence (article 13 03 16 du budget). Les programmes opérationnels 2007-2013 atteignent leur vitesse de croisière en 2010 et on s'attend à un nombre de demandes de paiement supérieur aux prévisions initiales. Afin de répondre à des demandes de remboursement plus élevées que prévu et d'assurer la bonne continuité des actions, il convient de renforcer cet article budgétaire.
- + 500 millions d'EUR pour l'article 13 04 02 Fonds de cohésion. La mise en œuvre des programmes atteint sa vitesse de croisière en 2010 et on s'attend à ce que les États membres présentent avant la fin de l'année des demandes de paiement d'un montant supérieur aux prévisions.

2.1.3 Rubrique 2 - Conservation et gestion des ressources naturelles

- + 33 millions d'EUR pour la ligne 17 04 01 01 Programmes d'éradication et de surveillance des maladies animales ainsi que de surveillance de l'état physique des animaux pouvant présenter un risque pour la santé publique lié à un facteur extérieur - Nouvelles actions. En 2009, les crédits d'engagement inscrits sur cette ligne budgétaire ont été augmentés de 49,34 millions d'EUR par la voie d'un budget rectificatif, afin de financer des campagnes de vaccination contre la fièvre catarrhale ovine. Les crédits de paiement n'ont pas été augmentés à l'époque, étant donné que le remboursement aux États membres a lieu lors de l'exercice qui suit l'exécution des programmes. Il convient à présent de procéder à ces remboursements.
- + 26 millions d'EUR pour la ligne 17 04 03 01 Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la santé publique - Nouvelles actions. Pour le Fonds d'urgence, les demandes d'un montant supérieur à 2 millions d'EUR sont soumises à un audit ex ante des services de la Commission avant que le versement puisse être effectué. Il est très difficile de déterminer la durée de ces audits, et donc la date précise du paiement, étant donné qu'elle dépend de l'ampleur et de la complexité des dossiers reçus, de l'organisation des États membres, de la durée des échanges entre les services de la Commission et les États membres, etc. Le montant demandé dans le projet de budget 2010 résultait donc d'une estimation prudente. Cependant, maintenant que la totalité des besoins pour 2010 est connue, un renforcement est demandé.
- + 22 millions d'EUR pour la ligne 07 03 07 LIFE+ (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013). En prenant en considération les recommandations de la Cour des comptes (rapport 2008) et en s'appuyant sur l'élaboration d'outils informatiques pour le traitement et l'évaluation des propositions reçues, il a été possible d'accélérer toute la procédure pour l'appel LIFE+ 2009. Les conventions de subvention ont ainsi été signées pendant l'été 2010, soit trois mois plus tôt que prévu. Le renforcement demandé doit servir à répondre aux besoins de préfinancement relatifs à cet appel.

2.1.4 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- + 109,1 millions d'EUR pour la ligne 19 08 01 03 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est. Depuis l'entrée en vigueur du règlement IEVP, le recours accru au soutien budgétaire s'est traduit par une amélioration considérable de la qualité et de la continuité du dialogue entre la Commission et chaque pays bénéficiaire, tout en favorisant la rapidité du décaissement et la simplification des procédures administratives. Cela a eu des retombées positives sur le taux de décaissement des programmes, qui a augmenté plus rapidement que prévu. Une partie du renforcement nécessaire (21,9 millions d'EUR) peut s'obtenir grâce à un redéploiement interne au sein du chapitre 19 08. Le restant, soit 109,1 millions d'EUR, est demandé au moyen du virement global.
- + 48,7 millions d'EUR pour l'Assistance macroéconomique (article 01 03 02). L'assistance macrofinancière (MFA) est un instrument de gestion de crise à court terme visant à répondre aux besoins de financement extérieur urgents et exceptionnels. Un certain degré d'incertitude est inévitable, tant pour la programmation des engagements portant sur les nouvelles opérations que pour le rythme de paiement des opérations en cours, qui est lié à la mise en œuvre satisfaisante du programme économique soutenu par le FMI, ainsi qu'au respect des conditions particulières de l'UE. On estime que le budget initial de 90 millions d'EUR en crédits de paiement pour 2010 doit être renforcé pour couvrir à la fin de l'année des besoins totaux de 138,5 millions d'EUR.
- + 38 millions d'EUR pour la ligne 19 03 03 Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation. Les missions financées par cette ligne budgétaire (EULEX Kosovo, EUJUST LEX Iraq et EUSEC RD Congo) exécutent leurs budgets à un rythme plus rapide que prévu, grâce à l'amélioration de la budgétisation et du suivi des dépenses.
- + 32 millions d'EUR pour les Acteurs non étatiques du développement (article 21 03 01). Dans sa communication du 8 avril 2009 «Rationaliser les règles financières et accélérer l'exécution du budget pour contribuer à la relance économique» [SEC(2009) 477 final], la Commission a annoncé des mesures devant permettre d'exécuter plus rapidement le budget. Parmi celles-ci figurent la possibilité de lancer des appels à propositions couvrant deux années successives, une nouvelle procédure qui permet le versement du premier préfinancement sur la seule base de la signature du contrat, sans la présentation d'une demande de paiement, ainsi qu'une accélération des procédures qui réduit considérablement la période de temps nécessaire à l'octroi des subventions. Ces mesures ont eu l'effet escompté et ont permis de conclure les contrats plus rapidement, entraînant ainsi une mise en œuvre, un compte rendu et une facturation accélérés.
- + 18,9 millions d'EUR pour la ligne 19 03 07 Missions de police. Les principales missions financées par cette ligne budgétaire - EUPOL Afghanistan, EUPOL République démocratique du Congo, EUPM Bosnie-et-Herzégovine et EUPOL COPPS (mission de police de l'UE pour les territoires palestiniens) - dépensent leurs budgets à un rythme plus soutenu que prévu, en raison de l'amélioration de la budgétisation et du suivi des dépenses. La mise en place logistique de la mission et l'exécution correspondante des dépenses par les chefs de la mission se déroulent de manière fluide et plus rapide qu'escompté initialement, notamment en ce qui concerne l'achat de matériel.
- + 12 millions d'EUR pour l'article 21 06 03 Appui à l'ajustement en faveur des pays signataires du protocole sur le sucre. Cet article budgétaire a été créé en 2007. Au cours des premières années, son taux d'exécution a été lent. Les taux de décaissement ont à présent considérablement augmenté, avec l'octroi d'un soutien budgétaire à Maurice et à Trinidad-et-Tobago. Une révision des estimations au début du mois de septembre a montré que les crédits de paiement disponibles sont insuffisants pour achever l'année 2010.
- + 10 millions d'EUR pour les Relations avec l'Afrique du Sud (article 21 06 02). Le mode de gestion a évolué, passant d'une mise en œuvre au moyen de projets traditionnels à l'exécution par le biais d'un soutien budgétaire. Ce nouveau mode de gestion a permis d'accélérer l'exécution des paiements, de sorte que les prévisions fondées sur les mouvements historiques sous-estiment les besoins réels de paiement.

2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **44 lignes budgétaires**. Les principales lignes (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR) concernées, ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 58,4 millions d'EUR provenant de l'article 08 02 02 Coopération - Santé - Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants (IMI). Le 16 mars 2010, le comité directeur de l'entreprise commune IMI a adopté une modification à son budget 2010, qui prend en considération le calendrier de son deuxième appel à propositions (IMI-CALL 2009-2), lancé le 27 novembre 2009. La signature des conventions de subvention relatives à cet appel sera décalée, en raison de la redéfinition des priorités scientifiques. On s'attend à ce que les neuf premiers contrats relatifs à cet appel ne soient engagés qu'à la fin 2010, de sorte que le montant de préfinancement à verser au titre du budget 2010 se trouvera réduit de manière substantielle.
- - 46,6 millions d'EUR provenant de la ligne 08 22 03 01 Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006). Les paiements pour ce poste budgétaire se fondent sur les rapports présentés par les bénéficiaires et dépendent de la qualité du compte rendu et de l'état d'avancement des projets de recherche. La réduction des besoins est principalement due aux programmes «Santé» (29 millions d'EUR) et à la coopération internationale (8 millions d'EUR).
- - 33 millions d'EUR provenant de la ligne 06 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer. Lorsque l'estimation initiale des crédits de paiement a été réalisée, les projets n'avaient pas encore été négociés. Dans le cas de cinq projets, les bénéficiaires ont renoncé au préfinancement pour des raisons liées aux garanties bancaires à fournir. Cela n'affectera cependant pas l'exécution globale du plan de relance économique.
- - 22 millions d'EUR provenant de la ligne 06 04 14 01 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques. Certains bénéficiaires n'ont pas demandé de préfinancement pour des raisons liées aux garanties bancaires, aux permis d'environnement ou à des décisions officielles d'investissement. Cela n'affectera cependant pas l'exécution globale du plan de relance économique.
- - 11,5 millions d'EUR provenant de la ligne 06 06 02 03 Entreprise commune SESAR. Après l'évaluation des offres techniques pour IBAFO II (invitation à soumettre la meilleure offre contraignante finale), les activités techniques des membres de l'entreprise commune SESAR (acteurs industriels, fournisseurs de services de navigation aérienne, fabricants, etc.) ne peuvent commencer que partiellement en 2010. Il s'ensuit que le préfinancement que l'entreprise commune SESAR accordera à ses membres sera lui aussi échelonné.
- - 11 millions d'EUR provenant de la ligne 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets. Les retards de paiement s'expliquent principalement par des problèmes techniques liés à la mise en œuvre du programme de démantèlement et de gestion des déchets, résultant surtout des procédures d'autorisation auprès des autorités publiques chargées de la gestion des déchets nucléaires. Le retard accumulé dans l'octroi des autorisations (par exemple pour le transport des déchets nucléaires, les permis de construire concernant les installations de déclassement, etc.) a obligé le CCR à renégocier les contrats correspondants, de sorte que les prévisions relatives aux paiements pour l'année n'ont pas pu être respectées.

2.2.2 Rubrique 2 - Conservation et gestion des ressources naturelles

- - 1 160 millions d'EUR provenant du Développement rural (poste budgétaire 05 04 05 01). L'évolution des paiements en 2010 montre un niveau d'exécution inférieur à celui prévu, bien que les paiements effectués aient fortement augmenté par rapport à 2009. L'analyse de la situation, se fondant sur une révision des estimations présentée par les États membres en septembre 2010, révèle que le montant des paiements à effectuer jusqu'à la fin de l'année est inférieur aux crédits disponibles.
- - 13,9 millions d'EUR provenant de la ligne 05 04 02 06 Achèvement de Leader (2000 à 2006). La clôture de LEADER+ a, comme prévu, commencé en 2010. Néanmoins, contrairement aux estimations de départ, les paiements à effectuer seront inférieurs aux crédits disponibles pour l'exercice.
- - 13,3 millions d'EUR provenant de la ligne 05 04 04 Instrument transitoire pour le financement du développement rural par le FEOGA, section «Garantie», pour les nouveaux États membres - Achèvement des programmes (2004 à 2006). La clôture de sept programmes restants devrait intervenir en 2010. Selon les calculs les plus récents, le montant final des paiements sera légèrement inférieur aux crédits disponibles dans le budget.

2.2.3 Rubrique 3a - Liberté, sécurité et justice

- - 16,2 millions d'EUR provenant de l'article 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité, en raison surtout d'une réaction moins importante que prévu aux appels à propositions ciblés en 2010. Les demandes reçues n'ont représenté que 75 % du budget disponible.

2.2.4 Rubrique 3b - Citoyenneté

- - 27,5 millions d'EUR provenant de l'article 22 03 01 Facilité transitoire en faveur des nouveaux États membres. Les montants des contrats conclus en Bulgarie se sont révélés inférieurs aux estimations initiales. Cela est en partie dû au fait que l'agrément EDIS (système de gestion décentralisée étendue) a été retiré à l'unité centrale de financement et de passation des contrats qui met en œuvre le programme 2007 de facilité transitoire. Pour la Roumanie, les crédits prévus initialement n'ont pas pu être consommés en raison de la lenteur de la conclusion des contrats, elle-même due à la communication tardive des dossiers d'appels d'offres par les autorités chargées de la mise en œuvre.

2.2.5 Rubrique 4 - L'UE acteur mondial

- - 117,3 millions d'EUR provenant du poste 13 05 01 02 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Clôture de l'aide de préadhésion en ce qui concerne huit pays candidats. Un renforcement des crédits de paiement, intervenu en 2009, a couvert les besoins liés aux engagements restant à liquider (RAL), qui avaient été inclus dans la demande de budget 2010. On s'attend en outre à un très faible montant de paiements en 2010 et il est donc proposé de réduire encore le niveau des crédits de paiement.
- - 62,8 millions d'EUR provenant de la ligne 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie. La réduction découle d'une série de montants relatifs aux programmes mis en œuvre au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka. Une explication exhaustive de la situation figure pour chaque cas en annexe.
- - 39,1 millions d'EUR provenant de l'Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) (article 05 05 02). Afin de bénéficier d'IPARD, les pays candidats doivent mettre en place les structures et les procédures nécessaires afin de garantir que la gestion des fonds IPARD répond aux normes européennes. La délégation de la gestion à la Turquie n'a cependant pas encore été menée à bien et des avances n'ont donc pu être versées qu'à la Croatie et à l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

- - 19,8 millions d'EUR provenant de la ligne 19 09 01 Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. L'instabilité politique au Nicaragua (l'un des principaux bénéficiaires de l'aide de l'Union en Amérique latine) a conduit à la suspension des paiements au titre du soutien budgétaire, diminuant d'autant l'exécution de paiements prévue pour cette ligne. Par ailleurs, et malgré les mesures prises pour accélérer le décaissement, on a constaté un ralentissement du rythme d'exécution dans d'autres pays latino-américains (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay et Venezuela).
- - 19 millions d'EUR provenant de la ligne 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan. La contribution au programme de lutte contre les mines a été versée au moyen de crédits de paiement rendus disponibles par des ordres de recouvrement; il en a découlé un excédent imprévu de 12 millions d'EUR. L'aide au secteur afghan de la santé publique et de la nutrition a été affectée par des retards dans la conclusion des contrats. Dans le cas du projet d'irrigation de Khanabad, la détérioration des conditions de sécurité a entravé la réalisation des travaux.

3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans le tableau récapitulatif, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 20 septembre 2010;
- les virements au 20 septembre 2010;
- l'exécution au 20 septembre 2010;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris);
- une brève justification du virement proposé. Pour les réductions ou les renforcements représentant moins de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, l'une des justifications standard suivantes s'applique:
 - exécution plus rapide que prévu;
 - exécution plus lente que prévu;
 - non-exécution de paiements d'avances programmés;
 - crédits de paiement insuffisants pour couvrir les crédits d'engagement;
 - absorption accrue de paiements retardés lors de l'exercice précédent.

Pour les renforcements et les justifications représentant plus de 10 % des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications plus circonstanciées sont fournies.

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15,
16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 29, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 53/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0203 Marché intérieur des biens et des politiques sectorielles

ARTICLE - 02 03 01 Fonctionnement et développement du marché intérieur, notamment dans les domaines de la notification, de la certification et du rapprochement sectoriel CP 5 000 000

POSTE - 02 03 03 01 Agence européenne des produits chimiques - Subvention aux titres 1 et 2 CP 5 561 000

POSTE - 02 03 03 02 Agence européenne des produits chimiques – Subvention au titre 3 CP 3 177 000

DU CHAPITRE - 0204 Coopération — Espace et sécurité

POSTE - 02 04 01 01 Recherche dans le domaine de l'espace CP 5 000 000

DU CHAPITRE - 0504 Développement rural

POSTE - 05 04 02 06 Achèvement de Leader (2000 à 2006) CP 13 900 000

ARTICLE - 05 04 04 Instrument transitoire pour le financement du développement rural par le FEOGA, section «Garantie», pour les nouveaux États membres - Achèvement des programmes (2004 à 2006) CP 13 250 000

POSTE - 05 04 05 01 Programmes de développement rural CP 1 160 000 000

POSTE - 05 04 05 02 Assistance technique opérationnelle CP 2 500 000

DU CHAPITRE - 0505 Mesures de préadhésion dans le domaine de l'agriculture et du développement rural

ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) CP 39 115 000

DU CHAPITRE - 0602 Transports intérieurs, aériens et maritimes

ARTICLE - 06 02 06 Programme Marco Polo II CP 4 800 000

ARTICLE - 06 02 07 Achèvement du programme Marco Polo CP 2 200 000

DU CHAPITRE - 0603 Réseaux transeuropéens

ARTICLE - 06 03 05 Entreprise commune SESAR CP 3 600 000

DU CHAPITRE - 0604 Sources d'énergie classiques et renouvelables

POSTE - 06 04 14 01 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques CP 22 000 000

POSTE - 06 04 14 03 Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique – Réseau européen d'éoliennes en mer CP 33 000 000

DU CHAPITRE - 0606 Recherche liée à l'énergie et aux transports		
POSTE - 06 06 02 01 Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique)	CP	9 000 000
POSTE - 06 06 02 03 Entreprise commune SESAR	CP	11 500 000
DU CHAPITRE - 0802 Coopération — Santé		
ARTICLE - 08 02 02 Coopération - Santé - Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants (IMI)	CP	58 436 000
ARTICLE - 08 02 03 Coopération - Santé - Dépenses d'appui pour l'entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants (IMI)	CP	1 353 000
DU CHAPITRE - 0804 Coopération — Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production		
ARTICLE - 08 04 01 Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production	CP	6 800 000
DU CHAPITRE - 0807 Coopération — Transports (y compris l'aéronautique)		
ARTICLE - 08 07 02 Coopération - Transports - Entreprise commune Clean Sky	CP	6 951 000
ARTICLE - 08 07 03 Coopération - Transports - Dépenses d'appui pour l'entreprise commune Clean Sky	CP	1 687 000
DU CHAPITRE - 0819 Capacités — Soutien du développement cohérent des politiques de recherche		
ARTICLE - 08 19 01 Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche	CP	4 184 000
DU CHAPITRE - 0822 Achèvement des programmes-cadres antérieurs et autres activités		
POSTE - 08 22 03 01 Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006)	CP	46 616 000
DU CHAPITRE - 0902 i2010 — Politique des communications électroniques et sécurité des réseaux		
POSTE - 09 02 04 01 Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) - Office - Subvention aux titres 1 et 2	CP	2 720 000
DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets	CP	11 000 000
DU CHAPITRE - 1108 Contrôle et mise en œuvre de la politique commune de la pêche		
ARTICLE - 11 08 01 Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle	CP	8 000 000
DU CHAPITRE - 1109 Politique maritime		
ARTICLE - 11 09 03 Projet-pilote d'encouragement au renouvellement des flottes commerciales en Europe par des navires à faible impact environnemental	CP	1 500 000
DU CHAPITRE - 1204 Environnement des sociétés, comptabilité et audit		
ARTICLE - 12 04 01 Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes	CP	2 500 000
DU CHAPITRE - 1305 Interventions de préadhésion en relation avec la politique structurelle		
POSTE - 13 05 01 01 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)	CP	3 956 000
POSTE - 13 05 01 02 Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Clôture de l'aide de préadhésion en ce qui concerne huit pays candidats	CP	117 300 000
DU CHAPITRE - 1506 Promouvoir la citoyenneté européenne		
ARTICLE - 15 06 06 Événements annuels spéciaux	CP	2 991 000

DU CHAPITRE - 1602 Communication et médias		
ARTICLE - 16 02 02 Actions multimédias	CP	1 250 000
DU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
ARTICLE - 17 03 18 Projet pilote - Système européen de remboursement des canettes de boisson en aluminium	CP	1 400 000
DU CHAPITRE - 1803 Flux migratoires — Politiques communes en matière d'immigration et d'asile		
POSTE - 18 03 14 01 Bureau européen d'appui en matière d'asile - Subvention aux titres 1 et 2	CP	2 500 000
POSTE - 18 03 14 02 Bureau européen d'appui en matière d'asile - Subvention au titre 3	CP	1 430 000
DU CHAPITRE - 1805 Sécurité et protection des libertés		
ARTICLE - 18 05 08 Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme	CP	5 000 000
ARTICLE - 18 05 09 Prévenir et combattre la criminalité	CP	16 200 000
DU CHAPITRE - 1806 Justice pénale et justice civile		
ARTICLE - 18 06 07 Justice civile	CP	2 000 000
DU CHAPITRE - 1909 Relations avec l'Amérique latine		
ARTICLE - 19 09 01 Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine	CP	19 800 000
DU CHAPITRE - 1910 Relations avec l'Asie, l'Asie centrale et le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Yémen)		
POSTE - 19 10 01 01 Coopération avec les pays en développement d'Asie	CP	62 800 000
POSTE - 19 10 01 02 Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan	CP	19 000 000
ARTICLE - 19 10 02 Coopération avec les pays en développement d'Asie centrale	CP	9 000 000
ARTICLE - 19 10 03 Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen	CP	9 000 000
DU CHAPITRE - 2105 Développement humain et social		
POSTE - 21 05 01 01 Santé	CP	5 500 000
DU CHAPITRE - 2203 Soutien financier de postadhésion		
ARTICLE - 22 03 01 Facilité transitoire en faveur des nouveaux États membres	CP	27 547 000

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et internationales		
ARTICLE - 01 03 02 Assistance macroéconomique	CP	48 700 000
AU CHAPITRE - 0202 Compétitivité, politique industrielle, innovation et esprit d'entreprise		
ARTICLE - 02 02 01 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise	CP	11 700 000
AU CHAPITRE - 0404 Emploi, solidarité sociale et égalité entre les femmes et les hommes		
POSTE - 04 04 01 02 Protection et insertion sociales	CP	422 000
POSTE - 04 04 01 04 Non-discrimination et diversité	CP	500 000
ARTICLE - 04 04 10 Projet pilote - Accompagner les travailleurs confrontés au changement industriel	CP	300 000

AU CHAPITRE - 0703 Mise en œuvre de la politique et de la législation de l'Union en matière d'environnement		
ARTICLE - 07 03 04 Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire communautaire - Partie II (protection de l'environnement)	CP	3 000 000
ARTICLE - 07 03 07 LIFE+ (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013)	CP	22 000 000
AU CHAPITRE - 0806 Coopération — Environnement (y compris le changement climatique)		
ARTICLE - 08 06 01 Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)	CP	20 000 000
AU CHAPITRE - 0808 Coopération — Sciences socio-économiques et sciences humaines		
ARTICLE - 08 08 01 Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines	CP	20 000 000
AU CHAPITRE - 0811 Personnes		
ARTICLE - 08 11 01 Personnes	CP	25 866 000
AU CHAPITRE - 0813 Capacités — Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)		
ARTICLE - 08 13 01 Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)	CP	22 250 000
AU CHAPITRE - 0814 Capacités — Régions de la connaissance		
ARTICLE - 08 14 01 Capacités - Régions de la connaissance	CP	1 300 000
AU CHAPITRE - 0815 Capacités — Potentiel de recherche		
ARTICLE - 08 15 01 Capacités - Potentiel de recherche	CP	12 000 000
AU CHAPITRE - 0816 Capacités — La science dans la société		
ARTICLE - 08 16 01 Capacités - La science dans la société	CP	4 300 000
AU CHAPITRE - 0817 Capacités — Activités de coopération internationale		
ARTICLE - 08 17 01 Capacités - Activités de coopération internationale	CP	1 000 000
AU CHAPITRE - 0821 Euratom — Fission nucléaire et radioprotection		
ARTICLE - 08 21 01 Euratom - Fission nucléaire et radioprotection	CP	46 800 000
AU CHAPITRE - 0904 i2010 — Coopération — Technologies de l'information et de la communication (TIC)		
POSTE - 09 04 01 01 Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération)	CP	70 000 000
ARTICLE - 09 04 03 Achèvement des programmes-cadres antérieurs de la Communauté européenne (antérieurs à 2007)	CP	15 000 000
AU CHAPITRE - 0905 Capacités – Infrastructures de recherche		
ARTICLE - 09 05 01 Capacités – Infrastructures de recherche	CP	13 500 000
AU CHAPITRE - 1202 Stratégie politique et coordination de la direction générale «Marché intérieur»		
ARTICLE - 12 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	CP	800 000
AU CHAPITRE - 1303 Fonds européen de développement régional et autres interventions régionales		
ARTICLE - 13 03 16 Fonds européen de développement régional (FEDER) - Convergence	CP	625 000 000
AU CHAPITRE - 1304 Fonds de cohésion		
ARTICLE - 13 04 02 Fonds de cohésion	CP	500 000 000
AU CHAPITRE - 1402 Stratégie politique et coordination de la direction générale «Fiscalité et union douanière»		
ARTICLE - 14 02 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur	CP	200 000

AU CHAPITRE - 1404 Politique douanière		
ARTICLE - 14 04 02 Douane 2013	CP	2 600 000
AU CHAPITRE - 1603 Communication au niveau local		
ARTICLE - 16 03 01 Relais d'information	CP	1 000 000
ARTICLE - 16 03 04 Communiquer sur l'Europe en partenariat	CP	415 000
AU CHAPITRE - 1604 Outils d'analyse et de communication		
ARTICLE - 16 04 02 Outils d'information et de communication en ligne	CP	1 000 000
AU CHAPITRE - 1703 Santé publique		
POSTE - 17 03 01 01 Achèvement du programme de santé publique (2003 à 2008)	CP	5 400 000
POSTE - 17 03 03 02 Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - Subvention au titre 3	CP	2 000 000
ARTICLE - 17 03 06 Action de l'Union dans le domaine de la santé	CP	7 200 000
AU CHAPITRE - 1704 Sécurité des aliments pour animaux et des denrées alimentaires, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire		
POSTE - 17 04 01 01 Programmes d'éradication et de surveillance des maladies animales ainsi que de surveillance de l'état physique des animaux pouvant présenter un risque pour la santé publique lié à un facteur extérieur - Nouvelles actions	CP	33 000 000
POSTE - 17 04 03 01 Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la santé publique - Nouvelles actions	CP	26 000 000
AU CHAPITRE - 1802 Solidarité — Frontières extérieures, retour, politique des visas et libre circulation des personnes		
POSTE - 18 02 03 02 Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures — Subventions au titre 3	CP	1 200 000
AU CHAPITRE - 1804 Droits fondamentaux et citoyenneté		
POSTE - 18 04 05 04 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne — Subvention au titre 3	CP	2 000 000
AU CHAPITRE - 1903 Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)		
ARTICLE - 19 03 01 Suivi et mise en œuvre des processus de paix et de sécurité	CP	3 110 000
ARTICLE - 19 03 03 Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation	CP	38 003 000
ARTICLE - 19 03 07 Missions de police	CP	18 885 000
AU CHAPITRE - 1905 Relations et coopération avec les pays tiers industrialisés		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers industrialisés	CP	3 333 000
AU CHAPITRE - 1906 Réaction aux crises et menaces pour la sécurité mondiale		
POSTE - 19 06 04 01 Assistance dans le domaine nucléaire	CP	2 340 000
AU CHAPITRE - 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie		
POSTE - 19 08 01 03 Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est	CP	109 100 000
AU CHAPITRE - 2103 Acteurs non étatiques du développement		
ARTICLE - 21 03 01 Acteurs non étatiques du développement	CP	32 000 000
ARTICLE - 21 03 02 Autorités locales du développement	CP	5 000 000

AU CHAPITRE - 2106 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

ARTICLE - 21 06 02 Relations avec l'Afrique du Sud CP 10 000 000

ARTICLE - 21 06 03 Appui à l'ajustement en faveur des pays signataires du protocole sur le sucre CP 12 000 000

ARTICLE - 21 06 05 Aide aux producteurs de bananes des États ACP CP 3 000 000

AU CHAPITRE - 2402 Lutte contre la fraude

ARTICLE - 24 02 01 Programmes opérationnels de lutte contre la fraude CP 1 200 000

ARTICLE - 24 02 02 Pericles CP 500 000

ARTICLE - 24 02 03 Système d'information antifraude (AFIS) CP 400 000

AU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens

POSTE - 26 03 01 02 Achèvement des programmes IDA et IDABC antérieurs CP 2 700 000

AU CHAPITRE - 2902 Production d'informations statistiques

ARTICLE - 29 02 03 Programme statistique communautaire 2008-2012 CP 4 000 000

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
01 03 02 - Assistance macroéconomique								
	90 000 000	0	60 952 903	29 047 097	48 700 000	54,11%	77 747 097	
02 02 01 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme pour l'innovation et l'esprit d'entreprise								
	59 880 500	0	42 705 832	18 683 657	11 700 000	19,54%	30 383 657	*
02 03 01 - Fonctionnement et développement du marché intérieur, notamment dans les domaines de la notification, de la certification et du rapprochement sectoriel								
	19 660 000	0	9 144 085	11 011 347	-5 000 000	-25,43%	6 011 347	*
02 03 03 01 - Agence européenne des produits chimiques - Subvention aux titres 1 et 2								
	22 369 000	0	17 371 489	5 561 210	-5 561 000	-24,86%	210	*
02 03 03 02 - Agence européenne des produits chimiques - Subvention au titre 3								
	12 781 000	0	9 925 567	3 177 514	-3 177 000	-24,86%	514	*
02 04 01 01 - Recherche dans le domaine de l'espace								
	203 753 000	-230 000	140 732 562	67 925 014	-5 000 000	-2,45%	62 925 014	*
04 04 01 02 - Protection et insertion sociales								
	25 000 000	-5 500 000	17 420 304	2 709 696	422 000	1,69%	3 131 696	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
04 04 01 04 - Non-discrimination et diversité								
	19 000 000	0	12 453 851	7 024 949	500 000	2,63%	7 524 949	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
04 04 10 - Projet pilote - Accompagner les travailleurs confrontés au changement industriel								
	500 000	0	299 511	200 489	300 000	60,00%	500 489	*
05 04 02 06 - Achèvement de Leader (2000 à 2006)								
	52 000 000	0	8 038 457	43 961 543	-13 900 000	-26,73%	30 061 543	*
05 04 04 - Instrument transitoire pour le financement du développement rural par le FEOGA, section «Garantie», pour les nouveaux États membres - Achèvement des programmes (2004 à 2006)								
	216 600 000	0	0	216 600 000	-13 250 000	-6,12%	203 350 000	*
05 04 05 01 - Programmes de développement rural								
	12 606 200 000	0	7 235 464 360	5 370 735 640	-1 160 000 000	-9,20%	4 210 735 640	*
05 04 05 02 - Assistance technique opérationnelle								
	9 000 000	0	2 722 904	6 277 096	-2 500 000	-27,78%	3 777 096	*
05 05 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD)								
	53 500 000	0	14 385 000	39 115 000	-39 115 000	-73,11%	0	*
06 02 06 - Programme Marco Polo II								
	30 000 000	0	24 547 337	6 208 663	-4 800 000	-16,00%	1 408 663	*
06 02 07 - Achèvement du programme Marco Polo								
	5 000 000	0	1 421 000	3 705 000	-2 200 000	-44,00%	1 505 000	*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
06 03 05 - Entreprise commune SESAR								
	25 000 000	0	0	25 000 000	-3 600 000	-14,40%	21 400 000	*
06 04 14 01 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseaux énergétiques								
	524 146 000	0	862 136	523 283 864	-22 000 000	-4,20%	501 283 864	*
06 04 14 03 - Projets énergétiques en vue d'aider à la relance économique - Réseau européen d'éoliennes en mer								
	253 583 000	0	101 307 028	152 275 972	-33 000 000	-13,01%	119 275 972	*
06 06 02 01 - Recherche liée aux transports (y compris l'aéronautique)								
	35 000 000	0	11 374 880	24 507 120	-9 000 000	-25,71%	15 507 120	*
06 06 02 03 - Entreprise commune SESAR								
	40 000 000	0	0	41 008 000	-11 500 000	-28,75%	29 508 000	*
07 03 04 - Achèvement de LIFE III [instrument financier pour l'environnement (2000 à 2006)] - Projets sur le territoire communautaire - Partie II (protection de l'environnement)								
	15 000 000	-5 000 000	6 434 006	3 565 994	3 000 000	20,00%	6 565 994	*
07 03 07 - LIFE+ (instrument financier pour l'environnement - 2007 à 2013)								
	167 000 000	0	113 021 541	53 978 459	22 000 000	13,17%	75 978 459	*
08 02 02 - Coopération - Santé - Entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants (IMI)								
	77 000 000	0	0	78 940 400	-58 436 000	-75,89%	20 504 400	*
08 02 03 - Coopération - Santé - Dépenses d'appui pour l'entreprise commune pour l'initiative en matière de médicaments innovants (IMI)								
	5 556 000	0	13 527	5 682 484	-1 353 000	-24,35%	4 329 484	*
08 04 01 - Coopération - Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production								
	274 651 000	0	198 538 177	83 034 028	-6 800 000	-2,48%	76 234 028	*
08 06 01 - Coopération - Environnement (y compris le changement climatique)								
	185 950 000	0	93 378 462	97 257 478	20 000 000	10,76%	117 257 478	*
08 07 02 - Coopération - Transports - Entreprise commune Clean Sky								
	103 007 000	1 349 000	100 000 000	6 951 776	-6 951 000	-6,75%	776	*
08 07 03 - Coopération - Transports - Dépenses d'appui pour l'entreprise commune Clean Sky								
	3 825 000	-1 349 000	859 058	1 713 332	-1 687 000	-44,10%	26 332	*
08 08 01 - Coopération - Sciences socio-économiques et sciences humaines								
	59 152 000	0	55 830 930	4 811 700	20 000 000	33,81%	24 811 700	*
08 11 01 - Personnes								
	284 000 000	0	150 530 588	140 626 212	25 866 000	9,11%	166 492 212	*
08 13 01 - Capacités - Recherche au profit des petites et moyennes entreprises (PME)								
	97 791 000	0	52 965 482	47 289 851	22 250 000	22,75%	69 539 851	*
08 14 01 - Capacités - Régions de la connaissance								
	13 835 000	0	6 417 968	7 765 674	1 300 000	9,40%	9 065 674	*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
08 15 01 - Capacités - Potentiel de recherche								
	23 888 000	0	23 021 982	1 467 996	12 000 000	50,23%	13 467 996	*
08 16 01 - Capacités - La science dans la société								
	29 000 000	0	18 546 223	11 184 577	4 300 000	14,83%	15 484 577	*
08 17 01 - Capacités - Activités de coopération internationale								
	16 969 000	0	4 357 536	13 039 083	1 000 000	5,89%	14 039 083	*
08 19 01 - Capacités - Soutien du développement cohérent des politiques de recherche								
	7 476 000	0	375 253	7 289 142	-4 184 000	-55,97%	3 105 142	*
08 21 01 - Euratom - Fission nucléaire et radioprotection								
	22 235 000	0	16 616 770	5 618 230	46 800 000	210,48%	52 418 230	*
08 22 03 01 - Achèvement du sixième programme-cadre CE (2003-2006)								
	712 765 000	-13 300 000	412 859 466	304 567 212	-46 616 000	-6,54%	257 951 212	*
09 02 04 01 - Organe des régulateurs européens des communications électroniques (ORECE) - Office - Subvention aux titres 1 et 2								
	0	3 190 000	145 983	3 044 017	-2 720 000	0,00%	324 017	*
09 04 01 01 - Appui à la coopération en matière de recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC - Coopération)								
	984 467 000	-35 186 470	737 957 395	236 131 703	70 000 000	7,11%	306 131 703	*
09 04 03 - Achèvement des programmes-cadres antérieurs de la Communauté européenne (antérieurs à 2007)								
	112 000 000	35 000 000	125 099 795	24 722 605	15 000 000	13,39%	39 722 605	*
09 05 01 - Capacités - Infrastructures de recherche								
	70 000 000	0	47 039 655	24 724 345	13 500 000	19,29%	38 224 345	*
10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires et gestion des déchets								
	33 000 000	0	15 238 256	17 761 744	-11 000 000	-33,33%	6 761 744	*
11 08 01 - Participation financière à des dépenses des États membres en matière de contrôle								
	30 000 000	0	9 418 861	20 581 139	-8 000 000	-26,67%	12 581 139	*
11 09 03 - Projet-pilote d'encouragement au renouvellement des flottes commerciales en Europe par des navires à faible impact environnemental								
	1 500 000	0	0	1 500 000	-1 500 000	-100,00%	0	*
12 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur								
	7 500 000	-609 174	5 142 248	1 937 578	800 000	10,67%	2 737 578	*
12 04 01 - Activités spécifiques dans le domaine des services financiers, de l'information financière et du contrôle des comptes								
	0	6 000 000	1 425 000	4 575 000	-2 500 000	0,00%	2 075 000	*
13 03 16 - Fonds européen de développement régional (FEDER) - Convergence								
	14 884 200 000	0	9 339 977 907	5 544 222 093	625 000 000	4,20%	6 169 222 093	*
13 04 02 - Fonds de cohésion								
	4 350 000 000	0	3 592 907 815	757 092 185	500 000 000	11,49%	1 257 092 185	*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
13 05 01 01 - Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Achèvement d'autres programmes antérieurs (2000 à 2006)								
	390 000 000	0	200 558 053	189 441 947	-3 956 000	-1,01%	185 485 947	*
13 05 01 02 - Instrument structurel de préadhésion (ISPA) - Clôture de l'aide de préadhésion en ce qui concerne huit pays candidats								
	170 000 000	0	36 632 339	133 367 661	-117 300 000	-69,00%	16 067 661	*
14 02 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur								
	2 500 000	0	1 537 534	962 466	200 000	8,00%	1 162 466	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
14 04 02 - Douane 2013								
	29 000 000	11 755 191	35 040 205	5 714 986	2 600 000	8,97%	8 314 986	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
15 06 06 - Événements annuels spéciaux								
	10 250 000	0	5 853 732	4 396 268	-2 991 000	-29,18%	1 405 268	*
16 02 02 - Actions multimédias								
	25 000 000	0	12 730 000	12 270 000	-1 250 000	-5,00%	11 020 000	<i>Exécution plus lente que prévu</i>
16 03 01 - Relais d'information								
	11 500 000	0	11 389 887	110 113	1 000 000	8,70%	1 110 113	*
16 03 04 - Communiquer sur l'Europe en partenariat								
	12 000 000	0	9 129 753	2 870 247	415 000	3,46%	3 285 247	<i>Exécution plus rapide que prévu</i>
16 04 02 - Outils d'information et de communication en ligne								
	11 500 000	0	7 761 585	3 738 415	1 000 000	8,70%	4 738 415	*
17 03 01 01 - Achèvement du programme de santé publique (2003 à 2008)								
	11 000 000	2 974 471	13 981 619	270 052	5 400 000	49,09%	5 670 052	*
17 03 03 02 - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - Subvention au titre 3								
	10 000 000	969 772	9 952 726	1 269 046	2 000 000	20,00%	3 269 046	*
17 03 06 - Action de l'Union dans le domaine de la santé								
	24 000 000	-3 000 000	20 750 751	854 049	7 200 000	30,00%	8 054 049	*
17 03 18 - Projet pilote - Système européen de remboursement des canettes de boisson en aluminium								
	1 500 000	0	0	1 500 000	-1 400 000	-93,33%	100 000	*
17 04 01 01 - Programmes d'éradication et de surveillance des maladies animales ainsi que de surveillance de l'état physique des animaux pouvant présenter un risque pour la santé publique lié à un facteur extérieur - Nouvelles actions								
	170 000 000	-2 797 817	0	167 202 183	33 000 000	19,41%	200 202 183	*
17 04 03 01 - Fonds d'urgence vétérinaire ainsi que pour d'autres contaminations animales présentant un risque pour la santé publique - Nouvelles actions								
	30 000 000	-4 692 183	19 395 458	5 912 359	26 000 000	86,67%	31 912 359	*
18 02 03 02 - Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures - Subventions au titre 3								
	38 000 000	0	27 817 338	10 182 662	1 200 000	3,16%	11 382 662	*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
18 03 14 01 - Bureau européen d'appui en matière d'asile - Subvention aux titres 1 et 2								
	0	3 820 000	20 088	3 799 912	-2 500 000	0,00%	1 299 912	*
18 03 14 02 - Bureau européen d'appui en matière d'asile - Subvention au titre 3								
	0	1 430 000	0	1 430 000	-1 430 000	0,00%	0	*
18 04 05 04 - Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne - Subvention au titre 3								
	5 270 000	0	4 319 103	950 897	2 000 000	37,95%	2 950 897	*
18 05 08 – Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme								
	14 600 000	-1 154 000	3 743 878	9 702 122	-5 000 000	-34,25%	4 702 122	*
18 05 09 - Prévenir et combattre la criminalité								
	55 529 000	-522 594	15 793 429	39 212 977	-16 200 000	-29,17%	23 012 977	*
18 06 07 - Justice civile								
	9 400 000	0	5 001 861	4 398 139	-2 000 000	-21,28%	2 398 139	*
19 03 01 - Suivi et mise en œuvre des processus de paix et de sécurité								
	26 000 000	0	13 309 817	12 690 183	3 110 000	11,96%	15 800 183	*
19 03 03 - Résolution de conflits et autres mesures de stabilisation								
	110 300 000	-730 000	76 572 773	32 997 227	38 003 000	34,45%	71 000 227	*
19 03 07 - Missions de police								
	51 850 000	0	37 236 028	14 613 972	18 885 000	36,42%	33 498 972	*
19 05 01 - Coopération avec les pays tiers industrialisés								
	16 963 000	0	11 567 450	5 395 550	3 333 000	19,65%	8 728 550	*
19 06 04 01 - Assistance dans le domaine nucléaire								
	45 500 000	15 000 000	51 618 192	8 881 808	2 340 000	5,14%	11 221 808	*
19 08 01 03 - Politique européenne de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec l'Europe de l'Est								
	279 000 000	0	208 497 194	70 502 806	109 100 000	39,10%	179 602 806	*
19 09 01 - Coopération avec les pays en développement d'Amérique latine								
	306 484 268	0	110 958 808	195 525 460	-19 800 000	-6,46%	175 725 460	*
19 10 01 01 - Coopération avec les pays en développement d'Asie								
	483 097 103	0	179 967 912	303 129 191	-62 800 000	-13,00%	240 329 191	*
19 10 01 02 - Aide à la réhabilitation et à la reconstruction de l'Afghanistan								
	145 000 000	0	30 552 640	114 447 360	-19 000 000	-13,10%	95 447 360	*
19 10 02 - Coopération avec les pays en développement d'Asie centrale								
	70 000 000	0	33 430 162	36 569 838	-9 000 000	-12,86%	27 569 838	*
19 10 03 - Coopération avec l'Iraq, l'Iran et le Yémen								
	60 000 000	0	27 097 906	32 902 094	-9 000 000	-15,00%	23 902 094	*

Ligne / Intitulé								
	Budget initial ±BR (1A)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(AELE)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)	Justification standard
21 03 01 - Acteurs non étatiques du développement								
	160 000 000	37 000 000	181 055 595	15 944 405	32 000 000	20,00%	47 944 405	*
21 03 02 - Autorités locales du développement								
	10 000 000	6 000 000	12 177 023	3 822 977	5 000 000	50,00%	8 822 977	*
21 05 01 01 - Santé								
	16 271 430	0	2 402 250	13 869 180	-5 500 000	-33,80%	8 369 180	*
21 06 02 - Relations avec l'Afrique du Sud								
	110 000 000	0	55 183 682	54 816 318	10 000 000	9,09%	64 816 318	*
21 06 03 - Appui à l'ajustement en faveur des pays signataires du protocole sur le sucre								
	80 000 000	0	66 149 862	13 850 138	12 000 000	15,00%	25 850 138	*
21 06 05 - Aide aux producteurs de bananes des États ACP								
	40 000 000	0	26 975 842	13 024 158	3 000 000	7,50%	16 024 158	*
22 03 01 - Facilité transitoire en faveur des nouveaux États membres								
	48 000 000	0	16 119 620	31 880 380	-27 547 000	-57,39%	4 333 380	*
24 02 01 - Programmes opérationnels de lutte contre la fraude								
	11 000 000	0	8 985 491	2 014 509	1 200 000	10,91%	3 214 509	*
24 02 02 - Pericles								
	700 000	0	616 742	83 258	500 000	71,43%	583 258	*
24 02 03 - Système d'information antifraude (AFIS)								
	4 500 000	0	3 675 905	824 095	400 000	8,89%	1 224 095	*
26 03 01 02 - Achèvement des programmes IDA et IDABC antérieurs								
	17 250 000	4 700 000	14 667 738	7 716 962	2 700 000	15,65%	10 416 962	*
29 02 03 - Programme statistique communautaire 2008-2012								
	30 000 000	-163 000	28 158 642	2 245 358	4 000 000	13,33%	6 245 358	*
					Total PRÉLÈVEMENT	- 1 792 024 000		
					Total RENFORCEMENT	1 792 024 000		

(*) Voir en annexe pour une justification détaillée.

Grounds

Increase 01 03 02:

Macro-economic assistance

Macro Financial Assistance (MFA) is a short term crisis instrument which aims at addressing urgent and exceptional external financing needs. It implies, therefore, some external factors of uncertainty in the context of budget programming and execution. Some degree of uncertainty is inevitable, both in the scheduling of commitments for new operations, and in the rhythm of payment under existing operations, which are linked to the satisfactory implementation of the economic programme supported by the IMF, as well as the fulfilment of EU specific conditions.

EUR 90 million is available in the 2010 budget for macro-financial assistance under budget article 01 02 03 in commitment appropriations.

So far, payments amounting to EUR 60.8 million have been made with the following breakdown:

- EUR 30.7 million was paid to Georgia (first and second tranches of disbursements foreseen in the Council Decision adopted on 30 November 2009¹).
- EUR 30 million to Kosovo (first tranche) has also been disbursed under the decision adopted on 30 November 2006².
- EUR 0.1 million was disbursed for operational assessments.

Subject to the fulfilment by the beneficiary countries of the specific economic policy and financial conditions attached to the payment of the assistance, the forecast amounts of payments between 1 September and the end of 2010 would be as follows:

Budget line 0103 02	Payment Appropriations - Disbursements (in million EUR)
– Realised as of 15 September 2010	60.8
– Forecast until 31 December 2010:	77.6
Armenia ³ (1)	17.5
Moldova ⁴ (2)	40.0
Kosovo (3)	20.0
Operational assessments	0.2
<u>Total</u>	<u>138.5</u>
Available budget	90.0
Shortfall	48.5

(1) First disbursement subject to the signature of the legal commitments by Armenian Authorities in the coming months.

(2) First disbursement subject to the signature of the legal commitments by Moldovan Authorities in the coming months.

(3) Disbursement of the second tranche (EUR 20 million) foreseen in November as the final date for payment is running until December 2010.

In conclusion, EUR 48.5 million in payment appropriations is requested by way of transfer.

1 2009/889/EC
2 2006/56/EC
3 2009/890/EC
4 To be adopted soon

Increase 02 02 01:

Competitiveness and Innovation Framework Programme - Entrepreneurship and Innovation Programme

In 2009 this budget line faced an under implementation due to significant delays in the submission of interim reports by beneficiaries, and ensuing delays in payments from 2009 to 2010. The EACI (Executive Agency for Competitiveness and Innovation) was only able to make 56 out of 91 interim payments in 2009 whereas 35 payments had to be delayed to 2010. In 2010, the Commission has managed to catch up on the delay in these payments, requiring a net increase of payment appropriations on the budget line to allow for the timely payment of newly received invoices. The current request for increase compensates for this delay of payments from 2009 to 2010, while allowing other 2010 payments to continue according to schedule.

Decrease 02 03 01:

Operation and development of the internal market, particularly in the fields of notification, certification and sectoral approximation

The proposed decrease in payment appropriations is possible in light of lower than expected payments for the notification of technical texts to the Member States, and a slower than forecast liquidation of the *reste à liquider* (RAL) in 2010.

Firstly, payments for the notification of Member States under Directive 98/34/EC will be lower than forecast as the translation costs of technical standards and texts notified by Member States are lower than expected at the time of establishing the Preliminary Draft Budget 2010. Furthermore, a revision of forecasts until the end of the year has revealed that RAL payments are progressing at a lower rate than initially estimated. As a result, it has been possible to reduce the 2010 payment need for the operation of the internal market.

Decrease 02 03 03 01:

Chemicals legislation and European Chemicals Agency - Subsidy under Titles 1 and 2

The 2010 budget subsidy foreseen for the European Chemicals Agency will not be fully used as fee income from the REACH registration process is flowing into the Agency faster than estimated at the time of establishing the 2010 Preliminary Draft Budget. While it was forecast that industry would wait until shortly before the deadline of 1 December, recent figures show fee income already picking up in August. The expected 2010 cash flow shortfall will therefore be lower than initially estimated and a total amount of EUR 5.56 million will not be consumed on the budget line in payment appropriations, enabling the proposed decrease.

Decrease 02 03 03 02:

Chemicals legislation and European Chemicals Agency - Subsidy under Title 3

As explained for item 02 03 03 02, the 2010 budget subsidy foreseen for the European Chemicals Agency will not be fully used as fee income from the REACH registration process is flowing into the Agency faster than estimated at the time of establishing the 2010 Preliminary Draft Budget. While it was forecast that industry would wait until shortly before the deadline of 1 December, recent figures show fee income already picking up in August. The expected 2010 cash flow shortfall will therefore be lower than initially estimated and a total amount of EUR 3.18 million under Title 3 will not be consumed.

Decrease 02 04 01 01:

Space research

Following the September revision of forecasts for this budget item, a limited reduction of payment appropriations is possible.

Of the EUR 204 million in payment appropriations adopted by the Budgetary Authority on this line, EUR 5 million (or 2.5 %) will not be used. In particular, the liquidation of RAL is progressing slower than first estimated. This is essentially due to some delay in implementation by the European Space Agency (ESA) of the tasks foreseen in the FP7 GMES (Global Monitoring for Environment and Security) Data Access grant (outstanding RAL from 2007). Forecast payments in 2010 are however higher than announced in the March forecast as it is expected that several payments on fresh commitments will speed up. In particular, it is expected that about 10 more grants than initially planned from the Call FP7-Space-2010 will be signed and already pre-financed in 2010.

Increase 04 04 10:

Pilot project - Accompanying workers during industrial change

The increase is necessary in order to cover the second interim payment of the study contract committed.

Decrease 05 04 02 06:

Completion of Leader (2000 to 2006)

The closure of LEADER+ started in 2010 as expected. However, contrary to the initial plans, the payments to be made will be below the appropriations available for the year. Under these circumstances, the estimate of payment needs for the rest of the year leads to a surplus of EUR 13 900 000.

Decrease 05 04 04:

Transitional instrument for the financing of rural development by the EAGGF Guarantee Section for the new Member States - Completion of programmes (2004 to 2006)

It is expected that the closure of seven TRDI (Temporary Rural Development Instrument) programmes still outstanding will take place in 2010. According to the latest calculations, based on the final payment requests received from Member States, the final payment amount will be slightly below the appropriations available in the budget. As a consequence, a surplus estimated at EUR 13 250 000 is available.

Decrease 05 04 05 01:

Rural development programmes

The evolution of payments in 2010 shows an implementation level lower than expected even though the payments made have significantly increased in comparison to 2009. The analysis of the situation, based on a revised forecast submitted by Member States in September 2010, shows that the payment needs for the rest of the year are below the available appropriations. The surplus has been estimated at EUR 1 160 million. Two main reasons for the lower than expected execution are:

- The economic crisis which is continuing to affect Member States' ability to provide national co-financing but which may also cause beneficiaries to hesitate to enter into any commitments linked to investments.
- The difficulties of some programmes, approved late in 2007 and in 2008, to catch up with the normal rhythm of execution. These programmes, which represent a significant share of the allocation for rural development, relate to Member States with an implementation rate below 50% of commitments.

Decrease 05 04 05 02:

Operational technical assistance

The revision of the forecast shows that the payment appropriations for this budget line will not be entirely used in 2010. Consequently, an amount of EUR 2 500 000 is available for transfer.

Decrease 05 05 02:

Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD)

When drawing up the 2010 budget for the Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD), the total payment appropriations required were calculated on the basis that advanced payments to FYROM and Turkey would take place. These advances can only be paid once the Commission adopts the decision granting the conferral of management to these two countries. IPARD is implemented on a fully decentralised basis without ex-ante controls by the European Commission. This means that in order to benefit from IPARD Candidate Countries have to set up the necessary structures and procedures in order to guarantee that IPARD funds can be managed in such a way as to fulfil the European standards.

However, since the necessary work related to the conferral of management to Turkey has not yet been completed (according to the current schedule the completion of the process is not foreseen until the beginning of 2011 at the earliest) only advance payments to Croatia and FYROM could be paid in 2010 amounting to EUR 14.4 million (corresponding to 50 % of the maximum possible amount).

Thus the total amount of payments appropriations that can be made available is EUR 39.1 million.

Decrease 06 02 06:

Marco Polo II programme

The Marco Polo programme is closely connected with developments in rail and sea transport, most of the subsidy being paid on the basis of tonne-kilometres shifted. The transport sector has been hit by the economic crisis, which has had a major impact on implementation of Marco Polo projects: in many cases implementation targets have not been met. The EACI (Executive Agency for Competitiveness and Innovation) has begun the procedure to wind up five projects under the 2008 call for proposals in order to recover pre-financing payments. Moreover, two projects under the 2008 call for proposals and a number of projects under the 2009 call for proposals have not even started. As a result, the amount of pre-financing was lower than expected. EUR 4.8 million remains unused and is made available again as part of the omnibus transfer.

Decrease 06 02 07:

Completion of Marco Polo programme

The Marco Polo programme is closely connected with developments in rail and sea transport, most of the subsidy being paid on the basis of tonne-kilometres shifted. Some Marco Polo projects under the 2005 and 2006 calls for proposals have failed to meet their targets, in particular because of the economic slowdown which affected the transport sector. Because of this, requests for final payments have been lower than expected and the EACI (Executive Agency for Competitiveness and Innovation) must recover pre-financing payments made for some of these projects. As a result EUR 2.2 million remains unused and is made available again as part of the omnibus transfer.

Decrease 06 03 05:

SESAR Joint Undertaking

To implement the programme the SESAR Joint Undertaking will require EUR 41 million in 2010. This sum covers the adjustment of the amount of pre-financing to the actual duration of projects (EUR 8.8 million) and new pre-financing requests made before the end of 2010 (EUR 32.2 million). Of this EUR 41 million, EUR 19 million will be funded from line 06 03 05, leaving EUR 6 million available. EUR 2.4 million will be used to reinforce line 06 03 04: Financial support for projects of common interest in the trans-European energy network. The balance of EUR 3.6 million is made available again as part of the omnibus transfer.

Decrease 06 04 14 01:

Energy projects to aid economic recovery - Energy networks

Contrary to expectations, some beneficiaries have not requested pre-financing payments because certain conditions were not met, e.g. bank guarantees, environmental permits or a formal investment decision. Pre-

financing requirements are therefore lower than expected. This will not effect the overall implementation of the Recovery Plan.

Decrease 06 04 14 03:

Energy projects to aid economic recovery - European Offshore wind grid system

When the requirements for payment appropriations were estimated, the projects had not yet been negotiated. It appears that beneficiaries of five projects have foregone pre-financing because of the need to provide bank guarantees. On the other hand, their reporting timetable is now tighter with a first report at the end of 2010 or early 2011. Pre-financing requirements are therefore lower than expected and a total of EUR 100 million can be released. Of this amount EUR 67 million is reserved for the European Union Solidarity Fund, Article 13 06 01 (floods in Madeira, Portugal (EUR 31 million) and the storm Xynthia, France (EUR 36 million)). The balance of EUR 33 million is made available again as part of the omnibus transfer. This will not effect the overall implementation of the Recovery Plan.

Decrease 06 06 02 01:

Research related to transport (including Aeronautics)

Pre-financing payments were made towards the end of 2009 for projects under the 2008 call for proposals for the transport part of the 7th Framework Programme for Research. The interim reports will therefore be submitted slightly later than expected when the 2010 budget was being prepared. The payment appropriations in this line will therefore not be used up in full. EUR 9 million will remain unused and is made available again as part of the omnibus transfer.

Decrease 06 06 02 03:

SESAR Joint Undertaking

Following the evaluations of technical bids in response to the 2nd IBAFO ("Invitation to Submit a Best and Final Binding Offer"), some of the technical work carried out by Members of the SESAR Joint Undertaking (industry, air navigation service providers, manufacturers, etc.) could not begin until 2010. As a result SESAR pre-financing to its Members was also delayed. Budget line 06 06 02 03 should therefore be decreased by EUR 11.5 million to adjust the amount of pre-financing.

Increase 07 03 04:

Completion of LIFE III (Financial Instrument for the Environment - 2000 to 2006) - Projects on Community territory - Part II (environmental protection)

This budget line covers payments in respect of commitments remaining to be settled from previous years and resulting from grants under the LIFE III – Environment programme, which came to an end in 2006. Budgeting final payments for grants is difficult one year in advance (at the time of the PDB).

A first transfer of payment appropriations was made in the summer 2010 to budget line 07 03 03 to meet urgent payment requests on this line.

However, following an updated analysis of all payment requests received to date and to be paid by the end of the year and taking into account assigned revenue (C4 and C5) and carried over appropriations (C2), an overall increase of EUR 4 635 000 is needed on the budget line: EUR 1 635 000 requested by internal transfer and EUR 3 000 000 under the omnibus transfer.

Increase 07 03 07:

LIFE+ (Financial Instrument for the Environment - 2007 to 2013)

This budget line covers the LIFE + (Financial Instrument for the Environment — 2007 to 2013).

When the level of payment appropriations was estimated at the time of preparation of the 2010 PDB (spring 2009), the timetable of the 2009 call for proposals for action grants (covering commitment appropriations of EUR 250 000 000) was based on a schedule of selection of projects around mid-September 2010, with signature of grant agreements in October–November 2010, and processing of a first series of pre-financing payments of around EUR 25 000 000 by December 2010.

However, taking into account the recommendations of the Court of Auditors (2008 report) and building on the development of IT tools for the processing and evaluation of proposals received, it was possible to accelerate the whole procedure of the LIFE+ 2009 call and the grant agreements were signed in the summer of 2010, i.e. three months earlier than foreseen.

An increase of EUR 22 000 000 is requested to be able to address the pre-financing payment requests for the 2009 projects.

Decrease 08 02 02:

Cooperation - Health - Innovative Medicines Initiative (IMI) Joint Undertaking

On 16 March 2010 the board of the JTI adopted an amendment to its 2010 budget, taking into account the JTI's financial position and estimated pre-financing payments still to be made in 2010. This new estimate took on board the timetable for the second call for proposals (IMI - CALL 2009-2) launched by the JTI on 27 November 2009. Signature of the grant agreements resulting from this call for proposals will be delayed, as the scientific priorities are being redefined.

The first nine contracts under the call for proposals are not expected to be committed until late 2010. The amount of pre-financing to be paid from the 2010 budget will therefore be significantly lower than expected.

As a result, the annual financing agreement between the IMI JTI and the Commission will provide for funding of EUR 20 504 000.

It should also be pointed out that the IMI's finances are in a healthy state following the first payment made to it after it became autonomous (in December 2009).

EUR 58 436 000 should therefore be transferred from budget line 08 02 02.

Decrease 08 02 03:

Cooperation - Health - Support expenditure for Innovative Medicines Initiative (IMI) Joint Undertaking

The reason for the proposed decrease is that the costs relating to the 2010 financial year are being met over two years.

Part of the costs relating to expert evaluators, missions and meetings will not be invoiced and paid until 2011.

As a result, the annual financing agreement signed between the IMI JTI and the Commission will provide for funding of EUR 4 305 840 (more than 76% of the initial allocation).

More generally, the request for a decrease is also explained by the IMI's healthy financial position (the Commission paid it EUR 2 391 932 to cover running costs after it became autonomous in November 2009).

EUR 1 353 000 should therefore be transferred from budget line 08 02 03.

Decrease 08 04 01:

Cooperation – Nanosciences, nanotechnologies, materials and new production technologies

The proposed decrease consists of an adjustment to the implementation forecast for payment appropriations representing less than 2.5% of the initial appropriations entered by the budgetary authority.

The under-implementation is caused by delays in submitting the interim reports for around ten contracts relating to calls for proposals FP7-NMP-2007-SMALL-1 and FP7-NMP-2007SME-1, which began in early 2008 and run for 18 months.

EUR 6.8 million should therefore be transferred from budget line 08 04 01.

Increase 08 06 01:

Cooperation - Environment (including climate change)

The proposed increase consists of an adjustment to the implementation forecast for payment appropriations representing less than 11% of the appropriations initially entered by the budgetary authority.

As a result of the measures taken to reduce the 'time to grant', it was possible:

- to launch negotiations on the main call for proposals FP7-ENV-2010 (EUR 171 million) in early May, i.e. a little earlier than expected;
- to speed up negotiations for all of the 2010 calls for proposals (EUR 210 million in total).

Gaining a month over the initial timetable should allow more grant agreements to be signed (between 10 and 15) and more pre-financing payments to be made – a total of around EUR 85 million rather than the EUR 65 million originally budgeted for. This represents around 70% of the estimated total pre-financing as against the 55% expected when the 2010 budget was being prepared.

Budget line 08 06 01 therefore requires an increase of EUR 20 million in payment appropriations to cover the pre-financing payments for those agreements.

Decrease 08 07 02:

Cooperation - Transport - Clean Sky Joint Undertaking

Clean Sky has now been able to check the implementation of the grant agreements concluded in 2008 and 2009 with the industry's designated beneficiaries. The agreements are one-year contracts for which a pre-financing payment of 80% is paid upon signature and the balance is paid the following year. Given the late start of activities in 2008, which in turn affected 2009, 14 grant agreements signed in 2008 and 2009 were clearly under-implemented. Therefore, the balance was not or will not be paid in 2010, and in addition part of the pre-financing payments will have to be recovered. Clean Sky's cash flow will thereby increase and its need for payment appropriations from the Commission will decrease.

Decrease 08 07 03:

Cooperation - Transport - Support expenditure for Clean Sky Joint Undertaking

In 2009 Clean Sky estimated its 2010 running costs without being able to base itself on the experience of a full financial year since it became autonomous. The payment appropriations requested from the Commission were found to be too high. The assessments were overestimated by approximately EUR 0.5 million. External service providers for ex-post audits could not be procured via a Service Level Agreement with the Commission. The tendering procedure that was launched belatedly will therefore have to be completed before these appropriations, which also amount to EUR 0.5 million, can be used (probably in 2011). Other costs, such as IT infrastructure and event organisation, are also lower than expected in 2010 because of delays in finalising the procurement procedures.

But the industry's funds (which cover 50% of the running costs) will still be called on this year. This is why Clean Sky's cash flow will be more than adequate to cover lower needs. It therefore makes sense that Clean Sky is not requesting the payment of a second instalment for running costs.

EUR 1 687 million should therefore be transferred from budget line 08 07 03.

Increase 08 08 01:

Cooperation - Socioeconomic sciences and the humanities

This new forecast takes into consideration:

- progress made on 94 research projects signed between 2007 and 2009 relating to calls FP7-SSH-2007 and FP7-ERANET-2008-RTD, and the financial reports presented at this stage of the year for these projects;
- the speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the 2010 calls for proposals, enabling the 'time to grant' for 19 contracts to be reduced.

Therefore, budget line 08 08 01 requires an increase of EUR 20 million.

Increase 08 11 01:

People

This budget line needs an increase in payment appropriations in order to meet the additional needs of the "People" programme.

The increase will allow for improving the 'time to grant' in this activity by signing a higher proportion of grants in 2010, and subsequently paying initial pre-financing. It is estimated that 100 additional grant agreements can be signed in 2010 from the 2009 and 2010 calls for proposals of the "People" programme.

An additional aim of this transfer is to cover the contractual obligations of the grant agreements already signed (2 400 running projects signed in 2007 and 2008), by paying the requested amounts to the beneficiaries for interim and final payments.

Increase 08 13 01:

Capacities - Research for the benefit of small and medium-sized enterprises (SMEs)

This budget line needs an increase in payment appropriations (PA) in order to cope with the additional needs of the "Research for the benefit of small and medium-sized enterprises (SMEs)" programme.

The increase will allow for improving the 'time to grant' in this activity by signing a higher proportion of grants in 2010, and subsequently paying initial pre-financing. It is estimated that 30 additional grant agreements can be signed in 2010 from the 2009 and 2010 calls for proposals of the "SMEs" programme.

Increase 08 14 01:

Capacities - Regions of knowledge

The increase requested consists of an adjustment of the implementation forecast for payment appropriations representing less than 10% of the initial appropriations granted by the budgetary authority.

This new forecast takes into consideration:

- progress made on research projects signed between 2007 and 2009 (41 grant agreements concluded under calls FP7-REGION-2007-1&2, FP7-REGIONS-2008-1&2 and REGIONS-2009-1), and the financial reports presented at this stage of the year for these projects;
- the speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the 2010 calls for proposals, enabling the 'time to grant' for 7 contracts of call FP7-REGIONS-2010-1 to be reduced.

Therefore, budget line 08 14 01 00 requires an increase in payment appropriations of EUR 1.3 million to cover the pre-financing payments for these grant agreements.

Increase 08 15 01:

Capacities - Research potential

The new forecast for the payment appropriations required takes into account the speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the 2010 call for proposals, thus enabling the 'time to grant' to be reduced by three months and seven additional agreements to be signed as early as 2010 under call for proposals REGPOT 2010-1).

Therefore, budget line 08 15 01 requires an increase in payment appropriations of EUR 12 million to cover the pre-financing payments for these grant agreements.

Increase 08 16 01:

Capacities - Science in society

The increase requested consists of an adjustment of the implementation forecast for payment appropriations representing less than 15% of the initial appropriations granted by the budgetary authority.

The speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the 2010 calls for proposals has enabled the 'time to grant' to be reduced. Consequently, out of the 18 projects to be financed under the 2010 calls for proposals (FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-1 and FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-CAREERS), 25% can be signed and their pre-financing paid. At the beginning of 2009, during the preparation of the 2010 preliminary draft budget, the forecast was 10%.

Therefore, budget line 08 16 01 requires an increase in payment appropriations of EUR 4.3 million to cover the pre-financing payments for these grant agreements.

Increase 08 17 01:

Capacities - International cooperation activities

The increase requested consists of an adjustment of the implementation forecast for payment appropriations representing less than 6% of the initial appropriations granted by the budgetary authority.

This new forecast takes into consideration:

- progress made on research projects signed between 2007 and 2009 and the financial reports presented at this stage of the year for these projects. The costs claimed by the beneficiaries are EUR 0.5 million higher than initially envisaged. As a result, three or even four projects under call for proposals FP7-INCO-2007-2 (BILAT) can be paid;
- the speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the 2010 calls for proposals, thus enabling the 'time to grant' to be reduced, in particular for the ERA-WIDE call, for which negotiations should be closed by the end of October instead of the end of November. As a result, EUR 0.5 million in additional pre-financing should be provided for in order to cover one or even two additional grant agreements.

Therefore, budget line 08 17 01 requires an increase in payment appropriations of EUR 1 million to cover the pre-financing payments for these grants.

Decrease 08 19 01:

Capacities - Support for coherent development of research policies

The reasons for the requested transfer of EUR 4.2 million are as follows:

- Pending the outcome of an external evaluation of the OMC-Net action (Open Method of Coordination) carried out in 2010, it has been decided to postpone the call for proposals planned for this action, amounting to EUR 7.1 million, until 2012 or 2013. This amount is the result of a front/back loading between two activities under the same specific programme (see Work Programme for the activity 'Support for the Coherent Development of Research Policies', revised: 2009 C(2009)4236 of 08.06.2009), which was decided during the preparation of the 2010 preliminary draft budget, leading to a reduction in the request for commitment appropriations for the activity 'Support for the Coherent

Development of Research Policies' compared to its annual funding throughout the framework programme (- EUR 2.6 million instead of around - EUR 10 million a year on budget chapter 08 19) and an identical increase for the activity 'Research Infrastructure' (budget chapter 08 12) of the same specific programme 'Capacities'. As a result, the amount of pre-financing initially envisaged of approximately EUR 2 million is no longer necessary;

- Eight procurement contracts concerning studies launched in 2009 for an amount of EUR 7.4 million will be finalised between June and October 2010. The planned pre-financing payments amounting to EUR 2 million cannot be paid before the end of the year. Given the open procurement procedure used, signing only started in mid-2010. As a result, work started later than expected and the first instalments will be paid later.

Increase 08 21 01:

Euratom - Nuclear fission and radiation protection

This new forecast takes into consideration:

- progress made on the research projects signed between 2007 and 2009 (for calls FP7-Fission-2007 and FP7-Fission-2008), and the financial reports presented at this stage of the year for these projects. Since they are more familiar with the rules and procedure of the PC7 and with the online applications, the beneficiaries are now in a position to provide the periodic reports on time. As a result, an additional EUR 16.8 million should be paid out by the end of 2010 for 12 projects;
- the speeding-up of the evaluation and negotiation procedures for the call for proposals FP7-Fission-2010, thus enabling the 'time to grant' to be reduced. Moreover, the quality of the 21 proposals received under the 2010 call means that 19 grant agreements can be signed before the end of 2010. As a result, EUR 30 million in pre-financing will be required to fund these agreements.

Therefore, an increase of EUR 46.8 million is required in order to minimise payment delays and avoid the payment of default interest.

Decrease 08 22 03 01:

Completion of the sixth EC framework programme (2003 to 2006)

This budget line concerning the 6th Framework Programme for Research is managed by all 14 Directorates of DG Research.

As this concerns the completion of a programme, payments are based on the reports provided by the beneficiaries and depend on the quality of these reports and progress made on the research projects. The return of appropriations is mainly attributable to the Health (EUR 29 million) and International Cooperation (EUR 8 million) programmes.

For the thematic area 'Biotechnology and Genomics for Health' (Directorate RTD-F), the main reason for the transfer request is linked to Article 169 action 'European and Developing Countries Clinical Trials Partnership' (EDCTP). The aim of this partnership between Member States, African States and the Commission is to combat poverty-related diseases. It sets out action plans for the next 18 months. When the action plan was drawn up in 2009, the Commission's payment for 2010 was estimated at EUR 30 million (amount taken into consideration for the 2010 preliminary draft budget); however, following a delay in the implementation of the programme, the actual payment for 2010 was EUR 15 million, hence this transfer request.

Therefore, EUR 46.6 million, which represents 6.5% of the initial funding, should be transferred from budget line 08 22 03 01.

Decrease 09 02 04 01:

Body of European Regulators for Electronic Communications (BEREC) - Office - Subsidy under Titles 1 and 2

The legal basis for the BEREC Office was adopted on 25 November 2009 (Regulation (EC) No 1211/2009 of the European Parliament and of the Council). Its establishment plan was adopted by the Budgetary Authority with Amending Budget 3/2010 on 7 September 2010.

In 2010, the Commission initiated activities to set up the BEREC Office and appropriations on this line have been used for the expenditure necessary to set up the Agency. The approval of the establishment plan took longer than initially foreseen; therefore the progress in setting up the Agency, in particular in recruitment procedures, was delayed. This delay will prevent the payment appropriations available on the line from being fully implemented.

Increase 09 04 01 01:

Support for research cooperation in the area of information and communication technologies (ICTs - Cooperation)

The current progress in the implementation of operations related to Call 6 of the FP7 ICT Cooperation programme will allow the Commission to initiate pre-financing payments before the end of 2010. The additional appropriations requested are therefore necessary to ensure that at least 37 Call 6 pre-financing payments can be authorised by the Commission.

Increase 09 04 03:

Completion of previous EC framework programmes (prior to 2007)

The current stock of FP6 cost claims received and registered by the Commission has been analysed to determine which payments will be due before year-end. On this basis, out of a stock of pending invoices amounting to EUR 61 million, it is expected that an increase of payment appropriations on the line will be necessary to pay 66 invoices before year-end.

Increase 09 05 01:

Capacities - Research infrastructures

The additional appropriations requested are necessary for the interim payment for the GÉANT project (GN3) (Call FP7-INFRASTRUCTURES-2008-2, GN3 project number 238875) – the pan-European data network dedicated to the research and education community. The cost claim for the interim payment, amounting to EUR 17.5 million, will be due before year-end.

Decrease 10 05 01:

Decommissioning of nuclear installations and waste management

The main reasons for the delays in payments are technical issues linked to the implementation of the Decommissioning and Waste Management (D&WM) Programme mainly relating to authorisation processes with governmental authorities for the nuclear waste management.

In fact, delays in the licensing processes (e.g. transport of nuclear waste, building permits for decommissioning facilities, etc.) have obliged the Commission to renegotiate the corresponding contracts and, as a consequence, the annual payment forecast could not be respected.

The main transactions affecting the under-spending of payment appropriations are:

- Two payments for EUR 2.5 million and EUR 2.3 million on existing contracts could not be paid due to delays in the authorisation processes in Ispra (Italy) and have been postponed to 2011.
- Another amount of EUR 2.2 million had to be de-committed in 2010, also due to authorisation problems in Ispra (Italy), and the corresponding advance payment delayed to 2011.

- In addition, the German authorities predicted that the 2010 contribution towards the national nuclear waste repository would be EUR 1.4 million higher than the final invoice received in 2010.
- Delays in the execution of several projects in the Karlsruhe Institute for Transuranium Elements (ITU) delayed other payments of nearly EUR 2 million initially planned for 2010.

The Commission is currently addressing this issue in order to set up a long term strategy intended to reduce uncertainties and, as such, allow a better forecasting of payment appropriations.

Decrease 11 08 01:

Financial contribution to the Member States for expenses in the field of control

A number of projects for the acquisition of control means were abandoned in Member States which face difficulties in co-financing them in times of economic crisis. In other cases, the projects implemented were less costly than estimated. In addition, several cost claims have been considered as ineligible in relation to the applicable provisions.

Decrease 11 09 03:

Pilot project to promote the replacement of vessels in the European commercial fleet with low environmental impact vessels

After analysis of the objectives for the pilot project, the Commission has come to the conclusion that the pilot project cannot be implemented. On the one hand, all relevant aspects are covered by past and on-going study work by the Commission and, on the other hand, a full scale implementation of the project would be far more costly than the means provided. A letter confirming this position has been sent to the sponsoring MEP.

Increase 12 02 01:

Implementation and development of the internal market

After examination of all open commitments on this budget line, the Commission expects invoices for a total amount of EUR 2 737 578 to be paid this year. As only EUR 1 937 578 payment appropriations are still available on the budget line, an increase of EUR 800 000 is necessary to fulfil the contracted legal obligations.

The higher need for payment appropriations in 2010 is mainly due to the following important projects financed from this budget line:

- Citizen Signpost Service: Following an increasing number of questions received from citizens and an extension of the services under this project to legal advice services rendered to Solvit centres and Your Europe direct advice services in the Commission Representations, the appropriations earmarked for this project have been increased;
- Internal Market Information system (IMI): The major development of the system has been covered by the IDABC Programme (interoperable delivery of pan-European e-Government services to public administration, business and citizens). As the system has concluded the development phase, in 2010 the maintenance, system administration, second line technical support and hosting costs of IMI have been financed from the present budget line.

Decrease 12 04 01:

Specific activities in the field of financial services, financial reporting and auditing

In 2010 five grant agreements have been committed on this budget line for a total amount of EUR 6 000 000. So far pre-financing has been paid as foreseen in the grant agreements for a total amount of EUR 1 425 000. 2010 interim payments are expected to be EUR 2 075 000. The final payments can only be made in 2011 as the grant agreements will continue until end of 2010. Therefore a decrease of EUR 2 500 000 payment appropriations is proposed.

Increase 13 03 16:

European Regional Development Fund (ERDF) - Convergence

The 2007-2013 operational programmes are reaching cruising speed in 2010 and more payment claims than foreseen are expected. In order to respond to the higher than expected claims for reimbursements and to ensure smooth continuation of the actions, the Commission proposes to reinforce payment appropriations for the 2007-2013 budget lines.

Increase 13 04 02:

Cohesion Fund

The implementation of programmes is reaching cruising speed in 2010 and Member States foresee submission of a high amount of payment claims before the end of the year. In order to respond to these higher than expected claims for reimbursements and to ensure smooth continuation of the actions, the Commission proposes to reinforce payment appropriations for the 2007-2013 budget lines.

Decrease 13 05 01 01:

Instrument for structural policies for pre-accession (ISPA) - Completion of other previous projects (2000 to 2006)

The budget line covers completion of ISPA pre-accession assistance for Bulgaria, Romania and Croatia. In the case of Bulgaria and Romania, since their accession, ISPA is managed under shared management between the Commission and the recipient country, under the Cohesion Fund regulation. At the request of Bulgaria and Romania, an extension of the eligibility period of projects has been granted by the Commission (Commission Communication SEC(2010)405 dated 19/04/10 on the guidelines for closure of Cohesion Fund & ISPA projects). Thus payments claims which were expected in 2010 when drawing up the budget will not be requested but postponed (the decisions on the extension of eligibility are taken on a project by project basis, the end of eligibility can now be up to December 2012). In addition, many projects experienced delays in their implementation mainly due to public procurement issues.

It is therefore proposed to transfer EUR 4 million in payment appropriations from this line.

Decrease 13 05 01 02:

Instrument for structural policies for pre-accession - Closure of pre-accession assistance, relating to eight applicant countries

In 2009, EUR 60 million was entered into budget line 13 05 01 02, however payments claims amounted to EUR 83 million. This budget line was thus reinforced by EUR 23 million by internal transfer in the course of 2009. The additional EUR 23 million covered some closure payments, originally not foreseen in the budget.

Due to this increase, payment appropriations available on this line in the 2010 budget exceeded the *reste à liquider* (RAL) for open ex-ISPA projects. Thus a decrease of payments appropriations on budget line 13 05 01 02 was required in 2010 compared to the initial forecast when drawing up the 2010 budget.

In addition, this budget line is used for closure payments of EU8 projects adopted before accession (i.e. May 2004). However, since accession, all open ex-ISPA projects run as Cohesion Fund (CF) projects, which are usually paid from a different budget line. Therefore, it is extremely difficult to predict precisely which closures will be paid out of the ex-ISPA or the CF budget line (as all projects are Cohesion Fund projects). Considering that closures of Cohesion Fund/ex-ISPA projects are lengthy due to their very complex nature, some projects adopted before 2004 will remain open until at least 2011.

Accordingly, very few payments are expected to occur in 2010, it is thus proposed to reduce payment appropriations by a further EUR 117 million on budget line 13 05 01 02.

Decrease 15 06 06:

Special annual events

The 2010 special annual events (the Xacabeo 2010 programme, the 10th bi-annual European Youth Olympic Winter Festival (EYOWF) and the 2010 European Special Olympics Summer Games) are being successfully implemented. The total amount of EUR 9.8 million has been committed and the pre-financing of these events is scheduled for 2010 (EUR 6.9 million).

However, the amount of payment appropriations introduced in the 2010 EU budget (EUR 10.3 million) was equal to the amount of the 2010 commitment appropriations plus the amounts for the completion of the previous actions (EUR 0.45 million). The final payments for the 2010 special events are scheduled for 2011. For this reason, a surplus of EUR 2.99 million on this budget line can be made available for other purposes.

Increase 16 03 01:

Information outlets

The need for reinforcement of this budget line results from the acceleration of payments for the helpdesk and the co-ordination needs linked to the Europe Direct network on the commitments from the previous years (RAL) compared with the amounts initially forecast.

Increase 16 04 02:

Online information and communication tools

Additional appropriations are needed in order to finance new activities (such as additional translation needs linked to the EU legislation summaries, new design for press packages for important President initiatives/Commission decisions, etc.) that were not initially foreseen, but are very important for the implementation of the Communication Policy.

Increase 17 03 01 01:

Completion of public health programme (2003 to 2008)

As a consequence of a very modest request for payment appropriations during the budgetary procedure 2010 and a positive reaction from beneficiaries to the request by the Commission to better respect time limits and quality of supporting documents, the implementation of the programme has been considerably improved and the current level of payment appropriations does not allow the European Commission and, specifically, the European Agency for Health and Consumer (EAHC) to meet their contractual obligations. The amount still to be paid until the end of the year is estimated at EUR 6.8 million, while the available appropriations amount to only EUR 1.4 million. An additional amount of EUR 5.4 million in payment appropriations is therefore requested in the context of the omnibus transfer.

Increase 17 03 03 02:

European Centre for Disease Prevention and Control - Subsidy under Title 3

Due to careful budgeting, and in order to reduce the amount of the carryover of payment appropriations, ECDC has put in place a procedure for more efficient management and follow up of contracts that allows faster processing and payment and increases the need of payment appropriations. The current level of payment appropriations does not allow the ECDC to meet its contractual obligations by year end. An additional amount of EUR 2 million in payment appropriations is therefore requested in the context of the omnibus transfer.

Increase 17 03 06:

Community action in the field of health

As in the case of the completion of the Public Health Programme (see item 17 03 01 01), the implementation of the programme has been considerably improved and the current level of payment appropriations does not allow the European Commission and, specifically, the European Agency for Health and Consumer (EAHC) to meet their contractual obligations. The amount still to be paid until the end of the year is estimated at EUR 9.6 million, while the available appropriations amount to only EUR 2.4 million. An additional EUR 7.2 million in payment appropriations is therefore requested in the context of the omnibus transfer.

Decrease 17 03 18:

Pilot project - A European refund system for aluminium beverage cans

This budget line covers the Pilot project - A European refund system for aluminium beverage cans (commitment appropriations voted under 2010 budget).

The financing decision adopted by the Commission (Decision C(2010)2963 of 7 May 2010) foresees the organisation of an open call for tender for a maximum amount of EUR 300 000. A pre-financing payment of 30% will be paid in December 2010.

The amount of EUR 1 400 000 can therefore be made available.

Increase 17 04 01 01:

Animal disease eradication and monitoring programmes and monitoring of the physical conditions of animals that could pose a public health risk linked to an external factor - New measures

In 2009 the commitment appropriations on this budget line were increased by EUR 49.34 million through an amending budget in order to be able to finance vaccination campaigns for blue tongue. Payment appropriations were not increased as the reimbursement to the Member States takes place in the year following the execution of the programmes when the commitment appropriations are consumed.

The proposed increase of EUR 33 million derives from the examination of the claims received from the Member States.

Increase 17 04 03 01:

Emergency fund for veterinary complaints and other animal contaminations which are a risk to public health - New measures

Claims above EUR 2 million from the Emergency Fund are submitted to an ex-ante audit by the Commission before a payment can be made. It is therefore very difficult to determine the duration of these audits and thus the date of payment of the claims received, as this depends on the size and complexity of the files received, the organisation of the Member States, the length of the discussions between the Commission and the Member States, etc. For these reasons, the amount requested during the preparation of the budget is kept at a low level. Now that the actual requirements are known, it is necessary to reinforce the budget line.

Increase 18 02 03 02:

European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders - Subsidy under Title 3

The Memorandum of Understanding between the Commission and Frontex foresees four payments per year based on the cash flow forecast. According to the updated payment schedule submitted by Frontex in July 2010, Frontex intends to ask for the third and fourth tranches of the 2010 EU subsidy of EUR 20 million and EUR 15 million respectively (both for titles 1, 2 and 3).

At the end of August 2010, Frontex confirmed that the third payment request will be sent in September and the fourth tranche will be requested at the beginning of December 2010. Frontex also submitted a draft cash flow forecast for information which substantiates the proposed payment schedule. On the basis of the previous year experiences, Frontex expects that there will be a peak in the payments of grants to Member States during the last three months of the year.

As the 2010 payment appropriations are lower than the commitments, it is necessary to increase the payment appropriations to allow the Commission to process the corresponding payment to Frontex.

Decrease 18 03 14 01:

European Asylum Support Office - Subsidy under Titles 1 and 2

The establishment of the Agency is taking more time than foreseen. The procedures for recruiting staff and renovating the building are in progress. As the agency is not yet functioning, operational actions have not begun. For example, the Director will not be appointed before January 2011 and the first board meeting will be in late November. Hence payments appropriations on this line can be made available.

Decrease 18 03 14 02:

European Asylum Support Office - Subsidy under Title 3

As explained above, the establishment of the Agency is taking more time than foreseen. The procedures for recruiting staff and renovating the building are in progress. As the agency is not yet functioning, operational actions have not begun. Hence payments appropriations on this line can be made available.

Increase 18 04 05 04:

European Union Agency for Fundamental Rights - Subsidy under Title 3

The Memorandum of Understanding between the Agency and the Commission foresees the verification of the cash flow situation before any payment is made by the Commission. At the time of the last payment for 2009 the cash flow situation was considered sufficient and the last payment was not made. As the agency has to pay both the last 2009 commitments and the 2010 commitments in 2010, an increase of payment appropriations is necessary.

Decrease 18 05 08:

Prevention, preparedness and consequence management of terrorism

As a consequence of the delay in concluding 2010 grant agreements no pre-financing payments will be made against 2010 calls for proposals in 2010.

Decrease 18 05 09:

Prevention of and fight against crime

The main reasons for under consumption are:

- Lower than expected response ratio to the targeted calls for proposals 2010: submitted applications constitute 75% of the available budget, leaving EUR 11 million unallocated. This amount will further increase due to the ineligibility of some applications and/or not meeting selection/award criteria.
- Delay in concluding 2010 grant agreements: no pre-financing payments will be made against 2010 calls for proposals (targeted and framework partnership calls for proposals) in 2010.
- Delays in preparing terms of reference by policy units impact on the consequence launching of tendering procedures and postpone the majority of commitments and payments to the next year.

Decrease 18 06 07:

Civil justice

The payment appropriations under this programme cannot be used in full as the call for proposals for 2010 action grants only finished on 1 September 2010. The success of the call, combined with a relatively long procedure, does not allow for the signature of the grant agreements and payment of the pre-financing in 2010. Hence EUR 2 million in payment appropriations can be released.

Increase 19 03 01:

Monitoring and implementation of peace and security processes

Both Common Security and Defence Policy (CSDP) missions (EU Monitoring Mission Georgia and EU Border Assistance Mission Rafah) are implementing their budgets at a faster rate than forecast due to better budgeting and follow-up of spending.

In 2010, the EU Monitoring Mission in Georgia has been fully functional at the planned level of operational capacity. The build-up of mission structure and the corresponding execution of expenditure by the Heads of Mission have taken place more smoothly and more swiftly than initially estimated, in particular for the purchase of equipment. Therefore, the subsequent payments for the Mission can be accelerated. Both the liquidation of accumulated RAL from previous budget years and the pre-financing of a large part of 2010 commitments can be achieved before the end of the year. Further payments will be made to both EUMM Georgia (EUR 15 million) and EUBAM Rafah (EUR 0.8 million) for a total estimated amount of EUR 15.8 million.

Taking into account that the amount available on this line is EUR 13.3 million an increase of EUR 3.11 million is requested

Increase 19 03 03:

Conflict resolution and other stabilisation measures

As in the case above, the missions financed on this budget line (EULEX Kosovo, EUJUST LEX Iraq and EUSEC DR Congo) are implementing their budgets at a faster rate than forecast due to better budgeting and follow-up of spending.

In 2010, the three missions (especially EULEX Kosovo with 79% of the payment appropriations) have been fully functional at the planned level of operational capacity. The build-up of mission structure and the corresponding execution of expenditure by the Heads of Mission have taken place more smoothly and more swiftly than initially estimated, in particular for the purchase of equipment. Therefore, the subsequent payments for these Missions can be accelerated. Both the liquidation of accumulated RAL from prior budget years and the pre-financing of a large part of 2010 commitments can be achieved before the end of the year. Payments will need to be made to EULEX Kosovo (EUR 56.9 million), EUSEC DR Congo (EUR 6.2 million) and EUJUST LEX IRAQ (EUR 7.9 million) for a total estimated amount: EUR 71 million.

Taking into account that the appropriation available on this line is EUR 33 million, an increase of EUR 38 million is requested

Increase 19 03 07:

Police missions

As above, the main missions financed on this budget line (EUPOL Afghanistan, EUPOL DR Congo, EUPM Bosnia and Herzegovina and EUPOL COPPS) are implementing their budgets at a faster rate than forecast due to better budgeting and follow-up of spending.

In 2010, the four missions have been fully functional at the planned level of operational capacity (65% of the payment appropriations are for EUPOL Afghanistan). The build-up of mission structure and the corresponding execution of expenditure by the Heads of Mission have taken place more smoothly and more swiftly than initially estimated, in particular for the purchase of equipment. Therefore, the subsequent payments for the mission can be accelerated. Both the liquidation of accumulated RAL from prior budget years and the pre-financing of a large part of 2010 commitments can be achieved before the end of the year. Payments will be made to EUPOL Afghanistan (EUR 24.8 million), EUPOL COPPS (EUR 2.3 million), EUPOL DR Congo (EUR 3.4 million) and EUPM BiH (EUR 3 million) for a total amount of EUR 33.5 million.

Taking into account that the appropriation available on this line is EUR 14.6 million an increase of EUR 18.9 million is requested.

Increase 19 05 01:

Cooperation with industrialised non-member countries

The financial Instrument for Cooperation with industrialised and high-income countries (ICI) aims at sharing interest and economic support with partner countries through bilateral cooperation and a variety of instruments. In the area of education in 2009 the late extension of the mandate of the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA) delayed the implementation of the bilateral projects (EUR 3.36 million) and of the Erasmus Mundus programme (EUR 7.5 million). This shifted the use of payment appropriations to 2010.

During the course of the 2010 budgetary procedure, the Budget Authority reduced by EUR 1.9 million the Commission's request for payment appropriations on budget article 19 05 01.

The combined result, is that the appropriations are not sufficient to fulfil the current contractual obligations and an increase of EUR 3.8 million is necessary. From this amount EUR 0.5 million is being redeployed from article 19 05 03. Therefore, budget article 19 05 01 requires an increase in payment appropriations of EUR 3.3 million to cover the remaining obligations.

Increase 19 06 04 01:

Assistance in the nuclear sector

The initial payment appropriations on this budget item (EUR 45.5 million) have already been increased by EUR 15 million and were almost entirely paid out in July 2010. This is due to the fact that two important contracts with EBRD (European Bank for Reconstruction and Development) for an amount of EUR 25.7 million were signed at the end of 2009 and the related pre-financing payments could only be made at the beginning of 2010.

The budget line needs a total increase of EUR 12 million, of which EUR 9.66 million will be redeployed within the chapter. Therefore an amount of EUR 2.34 million is requested.

Increase 19 08 01 03:

European Neighbourhood and Partnership financial cooperation with Eastern Europe

The need for a substantial increase of this budget line was already announced in the budget implementation plan of March 2010.

Since the coming into force of the ENPI regulation, the move towards an increased use of budget support has brought considerable advantages in terms of quality and continuity of the policy dialogue between the Commission and each beneficiary country, as well as in terms of rapidity of disbursement and simplification of administrative procedures. This has a positive impact on the disbursement rate of the programmes which has materialised more rapidly than anticipated.

The forecast for payments contains an amount in support of the action plan for internally displaced people (IDP) in Georgia, a programme committed in the aftermath of the crisis in 2008. An amount of EUR 54.4 million is to be paid to Ukraine of which EUR 12 million is for 'promoting mutual trade between Ukraine and the European Union' and EUR 31 million for 'Support to the implementation of Ukraine's Strategy in the area of Energy Efficiency and Renewable Sources of Energy'.

In addition, the Neighbourhood Investment Facility (NIF), co-financed with Member States and several financial institutions is fully operational, especially in relation to countries from ENPI East which results in an acceleration of disbursement of the contributions from the EU budget.

During the second semester 2010, the following payments are scheduled:

Country	Project	Year of Commitment	Forecast 2010 payments
Armenia	Support to Justice Reform in Armenia	2008	4.00
Georgia	Support to Georgia Internally Displaced Person (DP)s Action Plan: 2008, Part II	2009	11.64
Georgia	Support to Regional Development	2010	5.00
Georgia	-Budget Support for Public Finance Management Reforms - Phase II	2010	
Moldova	Budget Support for Stimulation of Rural Areas	2010	15.00
Moldova	World Bank Trust Fund on Regional Development	2010	3.75
Ukraine	Budget support "mutual trade by removing technical barriers to trade between Ukraine and the European Union"2008	2008	12.00
Ukraine	Support to the implementation of Ukraine's Strategy in the area of energy efficiency and renewable sources of energy	2008	31.00
Ukraine	European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine – (EUBAM 8)	2010	11.40
Georgia	Yerevan metro	2009	10.00
Moldova	Chisinau Public Transport project (Moldova)	2009	3.00
Regional	Micro, Small and Medium Enterprise (MSME) Facility (Regional)	2009	15.00
Georgia	Engury Hydro Power Rehabilitation (Georgia)	2009	5.00
Georgia	Water infrastructure project (Georgia)	2009	3.76
	Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA)	2009	20.90
	other ongoing projects		52.34
	Total		203.79

There is still an amount of EUR 72.7 million available on this line, taking into account that part of the necessary increase (EUR 21.9 million) can be achieved by internal re-deployment within chapter 19 08, The remaining amount of EUR 109.1 million, is requested through the omnibus transfer.

Decrease 19 09 01:

Cooperation with developing countries in Latin America

The unstable political situation in Nicaragua (among the main recipients of EU aid in Latin America) has led to the suspension of payments for budget support, decreasing the forecast payment execution for the budget line.

Furthermore a slower pace of implementation has been recorded in other Latin American countries (e.g. Argentina, Brazil, Chile, Uruguay and Venezuela).

Despite mitigated measures taken to accelerate disbursement, payment implementation is below that forecast and no change in trend is likely for the rest of the year.

As a result, EUR 19.8 million can be made available for transfer

Decrease 19 10 01 01:

Cooperation with developing countries in Asia

Several payments foreseen in 2010 have been reduced or cancelled for the following reasons:

- Cambodia (General Budget Support to Cambodia)

The appraisal mission to assess the fulfilment of the conditions to trigger the disbursement has not taken place yet due to political reasons. As a result, the second tranche release of EUR 5 million will not be possible in 2010.

- India (Health Sector Support Programme)

After several discussions, a proposed roadmap has been sent to the Ministry of Finance in June which would, in particular, imply a revision of the criteria for the tranche releases. The resulting revision of the Financing Agreement has postponed the release of two tranches totalling EUR 21 million to 2011.
- Indonesia (Enhancing the Association of South East Asian Nation (ASEAN) Free Trade Agreement Negotiation Capacity)

The start of implementation is only expected in February 2011 because of objections from ASEAN secretariat to approve the Terms of Reference and consequently, the first pre-financing of EUR 1.3 million will only be disbursed in 2011.
- Nepal (School Sector Reform)

The bilateral agreement for School Sector Reform Programme together with the joint financing agreement was only signed in June 2010 due to concerns raised in January around the alleged misuse of funds and financial irregularities linked to teacher recruitment. As a consequence, the second disbursement of EUR 9.0 million has been shifted to 2011.
- Pakistan (Education Sector Reform Programme)

The change in World Bank funding modality, later rejected by the Government of Pakistan and the resultant revision of the policy matrix took longer than expected. Due to this delay, only one tranche of EUR 6.0 million will be released this year implying a reduction of payment forecasts of EUR 6.0 million.
- Pakistan (Support to Technical and Vocational Training Sector - TVET I)

First pre-financing of EUR 1.6 million will not be disbursed in 2010 because the negotiations with International Labour Organisation (ILO) for the signature of a Contribution Agreement were terminated due to substandard quality of ILO's country office.
- Pakistan (Support to Technical and Vocational Training Sector - TVET II)

As a result of continuing delays in the signature of Financing Agreement and modifications in funding the amount from development partners, the disbursement of EUR 2.5 million is not expected in 2010.
- Pakistan (Integrated Sustainable Development through Agricultural Growth)

Delays in the signature of the Financing Agreement, mainly explained by the revised approval mechanism of Government of Pakistan, have led to late implementation of the project and non-disbursement of EUR 5.0 million before 2011.
- Sri Lanka (Community Recovery Project)

UNDP is still working on the Participatory Needs Assessment that was expected to be finalised during the first semester. As a consequence all the implementation has been delayed together with disbursement of the second instalment for an amount of EUR 2.2 million.
- Sri Lanka (Conflict-affected Returnees and Host Communities in Batticaloa and Trincomalee)

The second instalment of EUR 2.2 million will not be disbursed in 2010, due to initial delays in receiving approvals from the local authorities at the District level following the finalisation of the amendment to the contract.
- Sri Lanka (Returnee Health Assistance)

Due to delays in start of activities resulting in an amendment to the contract, a disbursement of EUR 0.9 million is postponed to next year.
- EACEA (Education, Audiovisual and Culture Executive Agency)

Following an operational review on payment needs for 2010, the Agency has communicated that there is a surplus in payment appropriations of EUR 6.1 million.

A decrease of in total EUR 62.8 million in payment appropriations is proposed.

Decrease 19 10 01 02:

Aid for the rehabilitation and reconstruction of Afghanistan

Several payments foreseen in 2010 have been reduced for the following reasons:

- Contribution for Mine Action Programme
The payment for the contribution to the Mine Action Programme was realised from payment appropriations that have become available through recovery orders. This has generated a surplus of EUR 12 million that was not forecast initially.
- Support to the Afghan Public Health and Nutrition Sector
Delays in contracting have decreased forecast payments by EUR 3.6 million. In particular, a growing level of insecurity, has led to under-execution of an amount of EUR 1.9 million that will not be made up before 2011.
- Khanabad Irrigation Scheme Rehabilitation
Deteriorating security has hampered the implementation of works and, consequently, the total amount of payments under ongoing contracts has been reduced by EUR 0.8 million.
- Improving Social Protection to extremely vulnerable groups
Following an unsuccessful call for tenders, the Delegation initiated a negotiated procedure but the contract will only be signed late this year with no possibility of disbursement of the first pre-financing for an amount of EUR 0.7 million.

It is therefore proposed to reduce the payment appropriations by EUR 19 million.

Decrease 19 10 02:

Cooperation with developing countries in Central Asia

Following the riots in Kyrgyzstan and the politic turmoil in April 2010, the signature of the Financing Agreement for the Sector Policy Support Programme in Social Protection has not been possible until recognition of the Government of Kyrgyzstan. Consequently, the release of the first and second tranche for an amount of EUR 9 million has been postponed to next year.

Decrease 19 10 03:

Cooperation with Iraq, Iran and Yemen

Several payments foreseen in 2010 have been reduced for the following reasons:

- Iraq: Since 2008 projects financed under this budget line are implemented directly by the Commission and no longer through international organisations. However, the difficult safety conditions hold back the smooth implementation of the projects committed.

Before 2008, taking into account the complex conditions on the spot, the projects were implemented by International Organisations using the joint management mode. Contribution Agreements with a relatively short implementation period were signed and followed by a rather quick disbursement scheme.

From 2008 onwards, a classic project approach has been adopted to implement the projects. The political situation and complex governance structures in Iraq do not allow quick signature of Financing Agreements. Most of the projects have therefore just started and fewer disbursements than foreseen are expected for the end of the year.

For Iraq, an amount of EUR 2 million can therefore be made available for transfer.

- Yemen: Given the political and socio-economic challenges, project implementation in the fields of food security and health has faced several delays. The increasingly challenging situation since the beginning of the year has had a negative impact on project implementation. This has led to the postponement of several payments to 2011.

An amount of EUR 7 million for Yemen can therefore be made available for transfer.

As a result, EUR 9 million in total can be made available for transfer.

Increase 21 03 01:

Non-State actors in development

The forecast for payments has been revised for the following reasons:

The additional payment appropriations are necessary to meet the legal commitments following an extremely fast implementation, by all players involved, in line with the stipulations of the Communication SEC (2009) 477 of 08.04.2009 on "Streamlining financial rules and accelerating budget implementation to help economic recovery".

In line with the measures in the Communication was the possibility to launch calls for proposals covering 2 years and a new procedure that allows the release of the first advance payment on the basis of the signed contract, without the presentation of a payment request as well as accelerated procedures, reducing considerably the overall time span in the grant awarding procedures.

As a result, the decisions on calls for proposals on two years appropriations have been taken much earlier than in previous budgetary years. The contracts could therefore also be signed much earlier than initially planned, given the absolute priority to shorten as far as possible the time span between proposals submission and implementation of the selected proposals and thus ensure the speedy delivery of development cooperation where needed

The exact amount required has been established by the Commission through a detailed forecasting exercise undertaken in early September covering 1 022 ongoing contracts under this budget line. The payment appropriations available amount to EUR 197 million, of which the Commission has already paid out EUR 179.6 million. It expects to release a further 150 payments this year for an amount of EUR 27.2 million. Furthermore, the Commission expects to sign new contracts for which advance payments will be released before the end of 2010 for an estimated amount of EUR 22.2 million. The total need to the end of the year is therefore estimated at EUR 49.4 million requiring an increase of EUR 32 million.

Increase 21 03 02:

Local authorities in development

The forecast for payments has been revised for similar reasons to those set out above for budget item 21 03 01 Non-state actors in development.

The exact amount required has been established by the Commission through a detailed forecasting exercise undertaken in early September covering 263 ongoing contracts under this budget line. The payment appropriation available amounts to EUR 16 million, of which the Commission has already paid out EUR 12 million. It expects to release around 50 payments still this year for an amount of EUR 7.9 million. The Commission expects furthermore to sign new contracts for which advance payments will be released before the end of 2010 for an estimated amount of EUR 1.1 million. The total need to the end of the year is therefore estimated at EUR 9 million requiring an increase of EUR 5 million.

Decrease 21 05 01 01:

Health

The contracts to be financed are selected through three Global Calls for Proposals, and will be signed with some delay, implying a reduction in the pre-financing needed in 2010. In particular, the selection of the EUR 34 million call for proposals on reproductive health will only be completed by the end of September/beginning of October, and EU Delegations will not have the capacity to proceed with full contracting and payment before the end of the year.

In addition, the contract agreement with the Global Alliance for Vaccines and Immunisation (GAVI) signed at the end of 2009 (EUR 9.5 million) foresees only one payment at the end of the contract, and is not yet due.

A decrease of EUR 5.5 million in payment appropriations is proposed.

Increase 21 06 02:

Relations with South Africa

The forecast for payment has been revised since, for South Africa, there has been a shift in the type of management mode from implementation through traditional projects to implementation by budget support. This management mode has had the effect that the execution of payment has accelerated and that the forecasts previously based on historical movements underestimate the actual payment needs. The Commission has therefore revised the payments forecast in July 2010 which shows that the payments will be higher than initially forecast.

Furthermore the Commission has also taken measures and managed to diminish the RAL (*reste à liquider*) which has increased the need for payment appropriations.

In consequence, an increase of EUR 10 million in payment appropriations is therefore proposed.

Increase 21 06 03:

Adjustment support for sugar protocol countries

This budget line was created in 2007 with a large increase in appropriations.

In the first years the implementation of payment appropriations was slow. However, disbursement has increased considerably; e.g. budget support has been granted to Mauritius and to Trinidad and Tobago. A forecast revision completed on 06/09/2010 shows an increasing amount of payments in the circuit, indicating the available payment appropriations will not be sufficient.

Consequently, an increase of EUR 12 million in payment appropriations is proposed

Increase 21 06 05:

Assistance to ACP banana producers

The Bananas Projects were implemented on a partly decentralised basis requiring a validation of national control systems and signing of amendments in respect of the old financing agreements. These necessary operations slowed down implementation considerably.

As soon as the amendments were signed, the EU Delegations made up the delay and issued the calls for tender, with a high proportion of contracts being concluded as a result.

Whereas appropriations on this budget line were not used in full for a number of years, the backlog has now been caught up with as a result of the effort to conclude contracts.

The latest forecast shows a need to add EUR 3 million in payment appropriations to the initial amount.

Decrease 22 03 01:

Transition facility for new Member States

The contracted amounts in Bulgaria were lower than initially foreseen. This was partially the result of the withdrawal of Extended Decentralisation Implementation System (EDIS) accreditation of the Central Finance and Contracting Unit which implements the Transition Facility Programme 2007. For Romania the initial forecast could not be realised because of slow contracting on the part of the Romanian authorities stemming, amongst other things, from the late submission of the tender documents by the Implementing Authorities.

Increase 24 02 01:

Operational programmes in the fight against fraud

This year, OLAF has already consumed EUR 8 million (72.8%) of the available payment appropriations on 40 closed projects (training and database subscriptions) from previous years and advance payments of 30 new projects in the field of technical assistance to law enforcement administrations in the Member States from last year's call for proposal. An amount of EUR 1.2 million remains open on 30 projects of previous years for which the payment obligations will have to be met by the end of this year, together with the pre-financing of the grant agreements (Technical Assistance) still to be signed in 2010 for which an amount of EUR 4 million has been adopted in the Hercule programme 2010. This additional EUR 1.2 million is therefore requested through the omnibus transfer.

Increase 24 02 02:

Pericles

In 2010, the initial amount of payment appropriations requested by the Commission was reduced by EUR 200 000. To date, the remaining amount of EUR 700 000 has been consumed almost entirely for the final reports of six grant projects and four procurement contracts (conferences, studies, etc.) from 2008-2009 as well as for advance payments for nine grant projects related to the first call for proposals published in the beginning of the year and finalised in May 2010.

Some beneficiaries of a Pericles grant have already closed their project in 2010, earlier than planned. Therefore, OLAF will receive nine final reports for projects related to grants awarded in 2009 for a total amount of EUR 370 000.

Additionally, the evaluation of the second call for proposal organised in 2010 has been concluded earlier than planned. Consequently the Commission will have to fulfil the payment obligations regarding the advance payments (50% of the contracted amount) in 2010. According to the awarding decision a total amount of EUR 210 000 will be due.

Increase 24 02 03:

Anti-fraud information system (AFIS)

The Anti-Fraud Information System project (AFIS) is an IT-application maintained and financed by OLAF and at the disposal of the Member States for which 100% of the funds are used for delivery of IT equipment and staff as well as for training and expertise all covered by procurement contracts. This means that OLAF needs to fulfil its payment obligations directly after delivery of the equipment or services. 90% of AFIS projects are paid within the year following the signature date of the contract. In the first half of 2010, OLAF had already spent EUR 3.1 million (68%) of the payment appropriations on 28 contracts signed exceptionally late in 2009, and the payment obligations for 15 other projects from 2009 with an amount of EUR 1.6 million still to be fulfilled. Meanwhile, OLAF has already signed 47 new contracts for a total amount of EUR 3.1 million in the first half of 2010 which will require an increase in payment appropriations.

Increase 26 03 01 02:

Completion of previous IDA and IDABC programmes

In 2008 and 2009, all Commission departments concerned by the completion of the IDABC programme faced an under-execution in terms of payments, which increased the outstanding commitments (RAL). In 2010, the departments concerned have been catching up on their implementation. An internal transfer has already been made, but a gap of 10% compared with voted payment appropriations remains. According to the latest forecast, the requested increase of EUR 2.7 million will reduce the expected RAL at the end of 2010 by EUR 2 million.

Increase 29 02 03:

Community statistical programme 2008-2012

In agreement with the Commission Communication on payment delays dated 08/04/2009, Eurostat took measures aimed at reducing its payment delays: adoption of actions to pay according to reduced deadlines, and more particularly payment of the pre-financings for services contracts as from the signature of the contract, reorganisation of the financial workflow for payments and strengthened monitoring of the invoices received.

Pre-financing, intermediate and final payments are already expected to be received before the end of 2010 and should be added to Eurostat consumption as of 06/09/2010.

Pending invoices:

As of 06/09/2010, Eurostat has pending invoices for the financing of major projects under the statistical programme 2008-2012. These invoices are final payments for commitments from 2008 and 2009 concerning projects such as labour market statistics (household data from 2008), statistics for business cycle analysis and updated indicators for Rural Development and Agro-Environment.

Expected payments to be received before the end of 2010:

- Intermediate payments of EUR 1.87 million are expected for contracts coming from 2009 on validation of Purchase.
- Price Parity (PPP), HICP communications and cooperation, statistical research and methodology software tools.
- Final payments amounting to EUR 5.43 million are expected on projects from 2008 and 2009 under Eurostat themes such as multinational enterprise groups, labour market, and statistical research and methodology.

As mentioned above, payments of pre-financings should occur on 2010 commitments as soon as the legal commitments are signed by both parties.

Taking into consideration payments to come before the end of 2010, appropriations available and expected incomes (recovery orders to be cashed), the total requested amounts to EUR 4 000 000.